



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Prestations de services juridiques de représentation en justice et de conseil juridique

---

Cahier des clauses particulières  
(C.C.P)  
(Commun à tous les lots)

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	DEFINITIONS.....	4
ARTICLE 2	OBJET, FORME ET ETENDUE DU CONTRAT .....	4
ARTICLE 3	PROCEDURE ET FORME DU CONTRAT .....	6
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT DU CONTRAT ET PERIMETRE DES LOTS.....	7
ARTICLE 5	DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 6	PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT.....	8
ARTICLE 7	DEFINITION DES PRESTATIONS .....	9
ARTICLE 8	MODALITES D'EXECUTION.....	18
ARTICLE 9	FORME DES PRIX DU MARCHE PUBLIC.....	30
ARTICLE 10	RECEPTION DES PRESTATIONS .....	31
ARTICLE 11	PAIEMENT .....	32
ARTICLE 12	PENALITES .....	34
ARTICLE 13	RESILIATION.....	35
ARTICLE 14	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	36
ARTICLE 15	TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL .....	39
ARTICLE 16	ASSURANCE.....	42
ARTICLE 17	DIFFERENDS ET LITIGES.....	43
ARTICLE 18	CLAUSE D'EVALUATION DU FOURNISSEUR.....	44
ARTICLE 19	DEROGATION AU CCAG-PI.....	43
ANNEXE I	COMPOSITION DES LOTS.....	46
ANNEXE II	CHARTRE DE L'AJE .....	72
ANNEXE III	SERVICES BENEFICIAIRES DGFIP (SERVICES DECONCENTRES) .....	74
ANNEXE IV	MONTANTS MAXIMUM PAR LOTS .....	75

## ARTICLE 1 DEFINITIONS

- **Administration** (noté **Pouvoir adjudicateur, Représentant du pouvoir adjudicateur ou acheteur**) : Responsable Ministérielle des achats (RMA) du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, porteur juridiquement du présent marché public.
- **Service bénéficiaire** : le ou les services de l'Administration qui bénéficient directement de la prestation commandée et qui sont identifiés comme tels dans la commande.
- **Titulaire** : le prestataire cocontractant de l'Administration.
- **Accord-cadre** : technique d'achat permettant de sélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue d'aboutir à la conclusion du contrat (voir article 3).
- **Contrat (aussi indiqué marché public dans le présent document)** : support contractuel à partir duquel sont émis des bons de commande et conclus les marchés subséquents.
- **Commande** : tout acte valant demande de réalisation de prestations par le Titulaire et pouvant prendre la forme soit d'un bon de commande, soit d'un marché subséquent.
- **Marché subséquent** : Pour les lots multi-attributaires, marché conclu après mise en concurrence des titulaires du contrat.

## ARTICLE 2 OBJET, FORME ET ETENDUE DU CONTRAT

### article 2.1 OBJET

Le présent contrat a pour objet des prestations de représentation en justice et de conseil juridique pour les services centraux du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Il prend la forme d'un accord-cadre sur le fondement duquel les services peuvent émettre des bons de commande ou passer des marchés subséquents. L'accord-cadre comporte plusieurs lots. Les services cités à l'article 2.2 peuvent bénéficier des lots thématiques numérotés de 1 à 10. En revanche, seule la Direction des affaires juridiques (DAJ) peut bénéficier des lots géographiques numérotés de 11 à 185. Les prestataires ne bénéficient d'aucune exclusivité pour répondre aux besoins externalisés de services juridiques.

### article 2.2 PERIMETRE ORGANIQUE DU CONTRAT

Le présent contrat a vocation à satisfaire les besoins des services centraux du ministère. Les services susceptibles d'y recourir sont les suivants :

- Secrétariat général (SG) ;
- Direction du budget (DB) ;
- Direction générale du Trésor (DG Trésor) ;
- Direction générale des finances publiques (DGFIP) services centraux et services déconcentrés en annexe 3 au présent CCP ;
- Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) ;

- Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) ;
- Direction des affaires juridiques (DAJ) ;
- Direction générale de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) ;
- Direction générale des entreprises (DGE) ;
- Service du contrôle budgétaire et comptable ministériel (CBCM) ;
- Inspection générale des finances (IGF) ;
- Service du contrôle général économique et financier (CGEFI) ;
- Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGE) ;
- Délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF) ;
- Direction des achats de l'Etat (DAE) ;
- Direction interministérielle de la Transformation publique (DITP) ;
- Commissaire à l'information stratégique et à la sécurité économiques (CISSE) ;
- Médiation des ministères économiques et financiers ;
- Médiation du crédit aux entreprises ;
- Médiation des entreprises ;

Sont également susceptibles de recourir au présent contrat les services à compétence nationale directement rattachés à une direction des ministères précités. Sont par exemple concernés :

- Cellule de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Tracfin) ;
- Agence pour l'informatique financière de l'Etat (AIFE) ;
- Agence des participations de l'Etat (APE) ;
- Centre Interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines (CISIRH) ;
- Agence France Trésor (AFT) ;
- Mission d'appui au financement des infrastructures (FININFRA) ;
- Service de l'information stratégique et de la sécurité économiques (SISSE) ;

Les textes portant organisation et attribution des missions des services sont disponibles à l'adresse électronique suivante : <https://www.economie.gouv.fr/directions-ministere>. La directrice des affaires juridiques est également Agent judiciaire de l'Etat (AJE) ; les fonctions de l'AJE sont décrites, à titre indicatif, à l'adresse électronique suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/aje>

En cas de réorganisation des ministères ou de modification des textes portant attributions de ces services, ces évolutions sont opposables aux Titulaires sur simple ordre de service de l'Administration dès sa notification et sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Concernant la DGDDI, sont exclus du périmètre du présent contrat ses besoins en matière de contentieux de douane, de contentieux des contributions indirectes et des réglementations assimilées et de contentieux des débitants de tabac, et ce devant l'ensemble des juridictions.

Concernant la DGFIP, sont exclus du périmètre du présent contrat ses besoins en matière de contentieux fiscal et domanial, et ce devant l'ensemble des juridictions.

### **article 2.3 LIMITES A L'ETENDUE DU CONTRAT**

L'Administration peut recourir aux services du Titulaire du présent accord-cadre en vue de la satisfaction de ses besoins de services juridiques, dans la limite des prestations qui y sont prévues.

#### **article 2.3.1 Date d'ouverture du contrat aux services**

Les marchés publics conclus antérieurement au présent accord-cadre par les services bénéficiaires visés à l'article 2.2 du présent document et ayant pour objet des prestations de services juridiques similaires continuent de s'exécuter pendant leur durée de validité.

Les services précités ne peuvent alors recourir au présent contrat qu'à compter de l'échéance de leurs marchés publics. Ils peuvent toutefois satisfaire leurs besoins de services juridiques sur la base du présent marché public dans la mesure où les prestations demandées ne peuvent pas être réalisées sur la base des marchés publics antérieurs.

#### **article 2.3.3 Absence d'exclusivité du Titulaire**

Le présent contrat n'oblige pas l'Administration à acquérir, sur son fondement, les services juridiques couverts par celui-ci. Le Titulaire du marché public ne bénéficie pas d'une exclusivité en matière de prestations de services juridiques externalisées par l'Administration.

En dehors des situations de conflit d'intérêts et le cas échéant, de limites des plafonds de garantie de l'assurance responsabilité civile professionnelle du ou des Titulaires du présent contrat, le recours ponctuel à un support contractuel autre que le présent contrat répond cependant à des besoins exceptionnels, en raison de la portée médiatique de l'affaire ou du dossier, de ses enjeux financiers ou des compétences juridiques particulières requises. Cette qualification relève de la seule appréciation de l'Administration.

## **ARTICLE 3 PROCEDURE ET FORME DU CONTRAT**

### **article 3.1 Procédure adaptée**

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application du 2° de l'article L. 2123-1 et du 3° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique.

Le présent contrat comporte des prestations de services juridiques relevant, par nature, des points d) ou e) du point 8° de l'article L. 2512-5 (adopté par l'article 140 de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique).

Les marchés subséquents passés dans son cadre sont pour autant conclus au terme d'une procédure adaptée conformément à l'article R. 2123-1 du même code, selon les modalités précisées à l'article 8.1.2 du présent cahier des clauses particulières.

### **article 3.2 Forme du contrat**

Chaque lot est un accord-cadre conclu sans montant minimum et avec un montant maximum (voir détail en annexe IV).

Les lots sont mono-attributaire ou multi-attributaires (voir détail en annexe I).

Les lots 1 à 9 sont des accords-cadres qui s'exécutent à la fois par l'émission de bons de commande et qui peuvent donner lieu à la conclusion de marchés subséquents uniquement

pour les prestations d'AMO (selon les modalités précisées à l'article 8.1.2 du présent cahier des clauses particulières).

Les lots 10 à 185 sont des accords-cadres qui s'exécutent à bons de commande. En cas d'absence de commande, le Titulaire ne peut, sur ce seul fondement, prétendre à aucune indemnité.

#### **ARTICLE 4 ALLOTISSEMENT DU CONTRAT ET PERIMETRE DES LOTS**

Le présent accord-cadre est divisé en lots au sens de l'article L. 2113-10 du [code de la commande publique](#). Chaque lot constitue, une fois conclu, un accord-cadre.

Les lots sont conclus soit avec un seul prestataire (ci-après mono-attributaire), soit avec plusieurs prestataires (ci-après multi-attributaires), indépendamment le cas échéant de la forme de groupement d'opérateurs du ou des prestataires (ci-après le Titulaire, ou, en cas de lot multi-attributaire et lorsque la circonstance impose cette précision, les Titulaires). En cas de multi-attribution, chaque lot est conclu avec le nombre de Titulaires indiqué à l'annexe II du présent document, sous réserve du résultat de la consultation ayant conduit à la passation du lot.

Les lots sont détaillés en annexe II du présent document. Le périmètre de chaque lot y est indiqué, ainsi que les conditions d'affectation d'un besoin à un lot. L'application de ces règles relève de la seule appréciation de l'Administration.

#### **ARTICLE 5 DUREE DU CONTRAT ET DELAI D'EXECUTION**

##### **article 5.1 DUREE**

Chaque lot est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans, du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2027.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux prestations intellectuelles (CCAG/PI), le marché peut être notifié à une date antérieure à sa prise d'effet.

S'il est notifié après cette première date, il court à compter du jour de sa notification pour une première période ferme jusqu'au 31 décembre 2027.

Chaque lot est tacitement reconductible deux (2) fois pour une période d'un (1) an pour la première période et jusqu'au 31 décembre 2029 pour la seconde période. Leur durée maximale est de quatre (4) ans.

Il est reconduit de façon tacite, sans que l'Administration n'ait à en informer préalablement le Titulaire. Ce dernier ne peut s'y opposer.

En cas de non reconduction, l'Administration respecte un préavis de deux (2) mois. Le Titulaire ne peut alors prétendre à aucune indemnité fondée sur l'absence de reconduction de l'accord-cadre. Le non-respect du préavis n'empêche pas l'Administration de notifier, avant le terme du contrat, la décision de ne pas le reconduire.

Les bons de commandes et les marchés subséquents ne peuvent être émis ou conclus que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. En cas de non reconduction de l'accord-cadre et à son échéance, le Titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations ayant fait l'objet d'une commande.

## article 5.2 Délai d'exécution des bons de commande et des marchés subséquents

Les bons de commandes sont émis pour un délai d'exécution déterminé en fonction de la prestation commandée. En matière de représentation en justice, les délais d'exécution sont ceux imposés par la ou les procédures juridictionnelles ou les textes applicables à l'instance.

En matière de conseil juridique, les délais d'exécution sont ceux indiqués dans le bon de commande sur la base des délais prévus à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

Les marchés subséquents sont conclus pour une durée d'exécution qu'ils déterminent.

Il est fait dérogation à l'article 13.2.3 du CCAG-PI. Pour les marchés subséquents et, hors contentieux juridictionnel, pour les bons de commande, le délai d'exécution excédant l'échéance de l'accord-cadre ne peut pas dépasser six (6) mois. Pour les bons de commande relatifs à une instance juridictionnelle, le Titulaire exécute sa mission jusqu'au terme de l'instance. L'Administration peut, le cas échéant sur demande du Titulaire, décider de résilier la commande dans les conditions de l'article 13.1 du présent document.

Les délais d'exécution courent à compter de la notification de la commande, sauf mention indiquant un début de commencement différé ou l'intervention d'un ordre de service.

Ils cessent de courir à la date de présentation des livrables à l'Administration, dans le cadre du conseil juridique, ou, en matière contentieuse, à la date de présentation des livrables à la juridiction et/ou à l'Administration dans les conditions prévues au présent contrat. Les marchés subséquents peuvent prévoir des conditions particulières différentes, le cas échéant par dérogation à l'article 3.2 du CCAG-PI et par dérogation à l'article 13.2 du CCAG-PI.

En cas de non-respect attendu d'un délai imparti, le Titulaire en informe rapidement l'Administration et en signale les causes.

Lorsque le Titulaire n'a pas réalisé la prestation qui lui a été confiée dans le délai imparti, il en poursuit l'exécution. Un retard est alors constaté. Toutefois, si l'objet de la commande a manifestement disparu du fait de ce retard, le Titulaire en arrête l'exécution, après décision de l'Administration. La prestation est alors regardée comme non-exécutée.

En outre, par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le délai laissé au Titulaire pour signaler un retard du fait de l'Administration ou du fait d'un cas de force majeure et à l'Administration pour notifier sa décision est de huit (8) jours, sauf pour les prestations urgentes où ce même délai doit être raisonnable et proportionné. L'Administration peut accepter la demande de prolongation, l'adapter, la refuser dans les conditions fixées conformément à l'article 2192-21 du code de la commande publique (CCP) et l'article 13 du C.C.P.

## article 5.3 Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit mettre en œuvre des moyens techniques afin de réduire son empreinte carbone pendant la durée d'exécution du marché.

- Pour les impressions :

Le titulaire est incité à utiliser du papier écoresponsable : par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage

le plus fin possible, encres végétales, réduction des substances toxiques.

- Pour les livrables par voie dématérialisée :

Le titulaire est incité à transmettre les supports finalisés sous forme numérique compressée au maximum (mail ou extranet).

De manière générale, toute transmission de documents et éventuels livrables par le ou les prestataires au prescripteur se fait par la voie dématérialisée.

- Pour les déplacements :

Le titulaire privilégie les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

#### Art.5.4 Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr> , sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

## ARTICLE 6 **PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT**

### article 6.1 **PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre décroissant de priorité, les suivantes :

- ✓ l'acte d'engagement et son annexe financière (pour chaque lot) ;
- ✓ le présent cahier des clauses particulières (C.C.P) et ses cinq annexes (les quatre premières annexes insérées à la fin du présent CCP et la cinquième annexe « La grille d'évaluation d'un fournisseur » dans un document Excel à part joint au DCE) ;
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ la proposition technique du Titulaire (pour chaque lot).

Les annexes au présent C.C.P sont :

- ✓ La description de l'allotissement (annexe I) ;
- ✓ La charte des avocats de l'AJE (annexe II) ;



- ✓ Les services bénéficiaires pour la DGFIP (services déconcentrés) (annexe III) ;
- ✓ Les montants maximums par lots (annexe IV).

En cas de contradiction ou de discordance entre les pièces constitutives du présent accord-cadre, ces pièces prévalent, sauf cas d'erreur manifeste, dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

En cas de contradiction ou de discordance au sein d'une même pièce ou de pièces de même rang, l'interprétation du contrat s'effectue conformément aux articles [1188](#) et suivants du code civil.

Le CCAG-PI applicable est celui en vigueur à la date de lancement de la consultation ayant conduit à la conclusion du présent contrat. Les dérogations qui y sont faites sont listées à l'article 18 du présent document.

Une dérogation au CCAG-PI désigne toute stipulation particulière qui, sur un objet donné, emporte des obligations différentes de celles que définit ce dernier. Ne constitue pas une dérogation l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique le CCAG-PI lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit explicitement la possibilité pour les marchés publics y faisant référence de contenir des stipulations différentes ou lorsque ces stipulations précisent ou complètent, sans les altérer, les dispositions du même CCAG.

Les originaux des pièces constitutives de l'accord-cadre, qui seuls font foi, sont conservés par l'Administration. Le Titulaire en reçoit copie lors de la notification du contrat, conformément à l'article 4.2.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 4.2.2 du CCAG-PI, le Titulaire ne se voit remettre un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité que sur sa demande expresse, conformément à l'article R. 2191-46 du [code de la commande publique](#).

En cas de modification du présent accord-cadre, les modifications apportées ont même rang de priorité que les pièces auxquelles ces modifications se rapportent, sauf mention contraire dans l'acte modificatif.

## **article 6.2 PIÈCES CONSTITUTIVES D'UN MARCHÉ SUBSEQUENT**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché subséquent sont, par ordre décroissant de priorité, les suivantes :

- ✓ l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- ✓ Le cahier des charges spécifique ;
- ✓ Le mémoire technique détaillé applicable au marché subséquent ;
- ✓ Les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Les stipulations prévues à l'article 6.1 sont applicables, sans préjudice de l'alinéa précédent.

## **ARTICLE 7 DEFINITION DES PRESTATIONS**

Les prestations sont définies ci-dessous et, le cas échéant, précisées dans l'annexe financière de l'acte d'engagement de chaque lot.

Le Titulaire doit, de façon continue, être en mesure de satisfaire à toute commande de prestation, dans les délais requis et de façon satisfaisante.

### **article 7.1 LES PRESTATIONS DE REPRESENTATION EN JUSTICE (CTX)**

Les prestations de représentation en justice ont pour objet les services d'assistance et de représentation de l'Administration, de postulation et de plaidoirie devant les juridictions nationales et les organismes juridictionnels ou disciplinaires nationaux, de quelque nature que

ce soit (ci-après juridictions).

Conformément à l'article 4 de la [loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires ou juridiques](#), et sauf les exceptions prévues par la loi, nul ne peut, s'il n'est avocat, effectuer ces prestations de représentation en justice.

Lorsqu'elle y est autorisée par les textes, notamment en application de l'article 761 du code de procédure civile, l'Administration peut choisir de se représenter elle-même devant une juridiction. Elle peut également décider de recourir, dans les conditions prévues au présent contrat, à un avocat, dès le début de l'instance ou à quel que moment que ce soit de la procédure.

Sauf mention contraire dans l'annexe financière ou dans le bon de commande, toute commande de la prestation de représentation en justice emporte commande de l'ensemble des prestations composant la représentation en justice telle que décrite au présent article.

L'Administration ne peut être représentée, lors d'une instance, que par un seul avocat, unique titulaire d'un mandat de représentation en justice. Elle peut s'adjoindre les services de plusieurs avocats, dont celui titulaire du mandat de représentation.

Sauf mandat exprès en ce sens, le Titulaire ne peut pas recourir aux services d'un expert ou d'un traducteur au nom et pour le compte de l'Administration.

Le Titulaire doit être en mesure d'intervenir dans des délais contraints, par exemple dans le cadre d'une comparution immédiate devant le tribunal correctionnel.

La prestation de représentation en justice, au sens du présent contrat, comporte les prestations suivantes.

#### **article 7.1.1 Le mandat de représentation en justice (CTX 1)**

##### ***a) Description***

Le mandat de représentation en justice emporte pouvoir et devoir d'accomplir au nom et pour le compte de l'Etat les actes de procédure de l'instance objet du mandat. L'accomplissement de ces actes juridiques par le Titulaire oblige la partie représentée, que ce soit par ses écrits ou, dans le cadre d'une procédure orale, par ses dires. Ce mandat correspond notamment à la postulation lorsque le ministère d'avocat est obligatoire.

Le mandat de représentation est général mais limité au procès. Il confie au mandataire la mission de conduire favorablement, notamment dans le respect des délais procéduraux, la procédure jusqu'à son terme, nonobstant les aléas procéduraux pouvant intervenir. A cet égard, le mandataire est soumis à un devoir de conseil et d'information sur la conduite de la procédure. Il se charge en particulier des relations avec la juridiction, avec la partie adverse ou avec les autres parties appelées à l'instance. Il suit les incidents de procédure. Le mandataire défend les intérêts de l'Etat, que ce soit en demande ou en défense.

Le Titulaire signifie, par voie électronique et sans délai, la teneur de la décision des juges à l'Administration et, le cas échéant, à l'avocat maître de l'affaire.

Le Titulaire accepte, le cas échéant, la constitution d'office, sans préjudice du droit de l'Administration de ne pas lui confier l'affaire.

Lorsque l'Administration doit prendre en charge les dépens (soit qu'elle y soit expressément condamnée, soit qu'elle soit contrainte à en faire l'avance), le Titulaire doit impérativement faire préalablement vérifier et taxer les états de frais et émoluments par le greffe.

L'Administration se réserve le droit de procéder au contrôle des dépens, et notamment de vérifier l'intérêt du litige pour le calcul du droit proportionnel.

Le Titulaire ne doit faire procéder à la signification des décisions rendues dans le cadre des contentieux qui lui sont confiés que sur instructions expresses de l'Administration. Il ne doit faire procéder à aucune exécution forcée.

A la demande de l'Administration, le Titulaire peut recourir aux services d'un commissaire de justice au nom et pour le compte de l'Administration, pour toute signification à partie, autre qu'entre avocats. Sauf mandat exprès donné au Titulaire, l'Administration peut seule procéder au paiement des sommes dues au commissaire de justice, aucun remboursement ne pouvant être effectué entre les mains du Titulaire à ce titre.

#### *b) Livrable*

Le Titulaire remet à l'Administration la preuve de tous les actes et diligences qu'il a effectués auprès de la juridiction, la décision de justice afférente, signée et revêtue de la formule exécutoire, ainsi qu'un commentaire succinct dans lequel il indique le sens de la décision, la nature des actes à réaliser et les délais à respecter afin de préserver les intérêts de l'Administration (exécution, appel ou pourvoi, signification à partie, décision à prendre...).

#### *article 7.1.2 L'assistance en justice (CTX 2)*

La mission d'assistance en justice emporte pouvoir et devoir de conseiller l'Etat et de présenter la défense des intérêts de l'Etat. L'assistance en justice exige du Titulaire de faire preuve de compétence, de dévouement, de diligence et de prudence dans la défense en justice des intérêts de l'Etat.

#### *a) La rédaction des écritures*

##### *i) Description*

Le Titulaire rédige les écritures au vu des pièces et informations qu'il détient. Le Titulaire peut, en tant que de besoin, échanger avec les représentants désignés par l'Administration. La présentation de la défense des intérêts de l'Etat consiste à rappeler les faits et à exposer les prétentions, conclusions de l'Etat, ainsi que les moyens, preuves et arguments venant à leur soutien, sur la base des faits et du droit. Elle inclut la discussion des mêmes éléments soutenus par la partie adverse. La présentation de la défense des intérêts de l'Etat comprend la définition de la stratégie d'argumentation juridique, la stratégie de la gestion de l'instruction et l'analyse détaillée des risques contentieux.

Le Titulaire soumet pour validation ses projets d'écritures aux représentants de l'Administration dans des conditions permettant à ces derniers de disposer d'un délai suffisant et proportionné au regard des délais procéduraux. Sauf impossibilité, ce délai ne devrait pas être inférieur à quinze (15) jours calendaires. A cet égard, le Titulaire précise les dates impératives de l'instance ainsi que toute autre date utile à la poursuite de la procédure. Dans le cadre d'un contentieux de série, l'Administration peut renoncer à se voir transmettre pour validation les projets d'écritures.

L'assistance en justice comporte un devoir de conseil, lequel prend, en particulier, la forme d'avis, recommandations, renseignements utiles à la défense en justice des intérêts de l'Etat et au bon déroulement du procès, sur initiative du Titulaire ou sur demande de l'Administration. Elle peut également prendre la forme de réunions, sur demande du Titulaire ou de l'Administration, prestation d'assistance en justice distincte de celle de l'article 7.2.3 ci-dessous.

Le Titulaire transmet les écritures définitives validées à la juridiction ou au tiers désigné par l'Administration, ainsi qu'à cette dernière de façon simultanée. Il s'engage à produire tous les documents nécessaires à l'examen de l'affaire pour une appréciation exhaustive par la juridiction des points de droit soulevés. Dans les meilleurs délais après réception, le Titulaire communique à l'Administration les productions des autres parties à l'instance. La rédaction des écritures peut prendre deux (2) formes.

##### *□ La rédaction intégrale des écritures*

Le Titulaire rédige l'intégralité des écritures, en s'appuyant le cas échéant sur une analyse éventuellement transmise par l'Administration et sur les recherches qu'il a effectuées.

##### *□ La rédaction des écritures sur la base des instructions de l'Administration*

Si le bon de commande le prévoit, le Titulaire rédige les écritures sur la base des instructions données par l'Administration. Dans cette hypothèse, le Titulaire n'a pas à effectuer les recherches nécessaires à l'établissement de l'argumentation juridique des écritures.

#### *ii) Livrables*

Le Titulaire communique à l'Administration copie du ou des écritures qu'il a produites. Il adresse le commentaire détaillé de la décision rendue et de son incidence (confirmation du droit, évolution jurisprudentielle, revirement...), ainsi qu'un avis sur l'opportunité d'un recours contre cette décision.

### *b) La plaidoirie*

#### *i) Description*

La plaidoirie est l'exposé oral, lors d'une audience, de la défense des intérêts de l'Etat.

Le Titulaire informe l'Administration des dates d'audience. Il est physiquement présent aux audiences ou, à l'exception des lots géographiques et de celui de représentation devant les Hautes juridictions, se fait représenter par un tiers préalablement agréé par l'Administration.

Que le Titulaire se fasse représenter par un membre de l'équipe dédiée ou par un tiers, l'Administration se réserve la possibilité d'exiger de l'avocat plaidant qu'il dispose de capacités ou références suffisantes.

#### *ii) Livrables*

Le Titulaire transmet à l'Administration un écrit résumant le déroulement de l'audience.

### *c) L'assistance à expertise*

#### *i) Description*

Le Titulaire assiste l'Administration dans le cadre d'une mesure d'expertise juridictionnelle. Il participe aux réunions d'expertise. Sauf mention contraire dans la commande, le Titulaire dispose d'un mandat pour représenter l'Administration.

#### *ii) Livrables*

Le Titulaire remet à l'Administration un compte-rendu et formalise les dires en tant que de besoin.

## **article 7.2 LES PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE (COJ)**

En application de l'article 54 de la [loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires ou juridiques](#), nul ne peut, directement ou par personne interposée, à titre habituel et rémunéré, donner des consultations juridiques ou rédiger des actes sous seing privé, pour autrui, s'il n'y est pas autorisé conformément aux dispositions du chapitre I du titre II de ladite loi.

Le Titulaire peut, en tant que de besoin, échanger avec les représentants désignés par l'Administration.

Toute commande d'une prestation de conseil juridique précise celle(s) des prestations de conseil dont l'exécution est souhaitée.

Pour les lots géographiques de représentation en justice devant les juridictions de l'ordre judiciaire et le lot « Charbonnages de France », seule la prestation de transaction (COJ 4) peut faire l'objet d'une commande par l'Administration.

Pour le lot de représentation en justice devant les Hautes juridictions, seules les prestations de transaction (COJ 4) et de consultation juridique relative à une analyse préalable à des affaires contentieuses (COJ 1.3) peuvent faire l'objet d'une commande par l'Administration.

La prestation de conseil juridique recouvre les prestations suivantes.

### **article 7.2.1 La consultation juridique (COJ 1)**

La consultation juridique consiste à fournir un avis sur une situation soulevant des difficultés juridiques (analyse juridique de la situation présentée) ainsi que, le cas échéant, sur la ou les voies possibles pour les résoudre, concourant, par les éléments qu'elle apporte, à la prise de décision du bénéficiaire de la consultation (préconisation de moyens juridiques) et la concrétisation du résultat recherché.

Une consultation juridique peut prendre différentes formes :

- Consultation juridique téléphonique : le Titulaire est interrogé sur une situation exigeant une réponse rapide. Toute réponse téléphonique est confirmée par écrit ;
- Consultation juridique écrite : le Titulaire est sollicité sur une situation n'appelant pas une réponse immédiate et qui est écrite.

Le Titulaire s'engage à exercer sa mission en collaboration avec le service bénéficiaire, que ce soit sous la forme d'échanges ou de validations intermédiaires. Le Titulaire peut demander à l'Administration toute information nécessaire à l'élaboration de sa réponse ; cette dernière répond dans les meilleurs délais. Il répond, dans les mêmes conditions, aux questions de l'Administration. Le Titulaire et l'Administration se réunissent en tant que de besoin pour la parfaite réalisation de la prestation commandée, sans que ces réunions de travail ne relèvent de la prestation de l'article 7.2.3 ci-dessous. La consultation juridique recouvre les prestations suivantes.

#### *a) Etude sur des points particuliers de droit (COJ 1.1)*

##### *i) Description*

Le Titulaire peut être chargé de mener une expertise juridique sur des points particuliers de droit comportant, outre une recherche documentaire au sens de l'article 7.2.5, l'analyse de l'application du droit actuel, d'un nouveau texte, d'une nouvelle jurisprudence, d'une nouvelle doctrine au regard du droit positif pour une situation générale. Il propose toute évolution de conduite ou de position de la part de l'Administration.

##### *ii) Livrables*

Le Titulaire remet son étude, qui rappelle l'état du droit et ses préconisations au regard de la situation de droit soumise par l'Administration.

#### *b) Analyse d'une situation de fait et de droit particulière (COJ 1.2)*

##### *i) Description*

Le Titulaire réalise une étude juridique au sens du point a) ci-dessus appliquée à une situation factuelle particulière et soumet à l'Administration une ou plusieurs solutions à la problématique posée, en précisant les implications et les risques juridiques et contentieux.

##### *ii) Livrables*

Le Titulaire remet son analyse, qui rappelle l'état du droit et ses préconisations au regard de la situation factuelle soumise par l'Administration.

#### *c) Analyse préalable à une affaire contentieuse (COJ 1.3)*

##### *i) Description*

Le Titulaire réalise une analyse juridique au sens du point b) ci-dessus appliquée à un contentieux ou à un risque de contentieux et soumet à l'Administration les suites à donner en termes d'opportunité d'un recours, du maintien d'un recours, ou les chances de succès d'une procédure, en précisant les implications et les risques juridiques et financiers. Le Titulaire n'est pas en charge de l'affaire sur laquelle il est appelé à se prononcer.

##### *ii) Livrables*

Le Titulaire remet son analyse, qui rappelle l'état du droit et ses préconisations au regard de la situation soumise par l'Administration.

*d) Validation d'actes juridiques, de dossiers, de documents administratifs ou de contrats, y compris toute observation et toute correction utile (COJ 1.4)*

*i) Description*

Le Titulaire effectue une expertise juridique sur la régularité juridique d'actes juridiques, de dossiers, de documents administratifs ou de contrats, et formule toute observation et correction utile. Il exerce un regard critique, notamment au regard des risques juridiques et contentieux des documents qui lui sont soumis. Le Titulaire communique ses propositions de correction pour réduire tout risque juridique et contentieux qu'il a identifié, et ainsi renforcer la sécurité juridique des actes soumis.

*ii) Livrables*

Le Titulaire fournit des recommandations de modification et une note juridique mettant en évidence les principales questions juridiques ainsi que les points présentant un risque juridique ou contentieux particulier.

**article 7.2.2 La rédaction d'actes (COJ 2)**

*a) Description*

La rédaction d'un acte comprend l'élaboration du contenu et, le cas échéant, de la forme de l'acte envisagé par l'Administration. Il peut également s'agir d'une aide à la rédaction d'un tel acte, sous la conduite de l'Administration, par la production de documents préparatoires.

Est concerné tout acte ayant pour objet la prise d'une décision administrative unilatérale ou une contractualisation, ainsi que tout document visant à autoriser, permettre ou faciliter l'établissement de l'acte concerné ou d'en assurer le suivi ou la bonne exécution. Il peut s'agir de l'élaboration d'un document de travail en vue de la réalisation d'un acte principal, d'une procédure interne ou externe, d'une méthode de travail ou de traitement interne. La rédaction peut impliquer l'analyse de dossiers, de demandes ou, en matière de contrats, de candidatures ou d'offres d'opérateurs. Il peut s'agir également de simples courriers et autres échanges liés à la rédaction de l'acte principal.

Le Titulaire soumet les avant-projets à l'Administration. En vue de rédiger l'acte, il prend en compte les observations de l'Administration sur les avant-projets et présente toute contreproposition appropriée. Le Titulaire et l'Administration se réunissent en tant que de besoin pour la parfaite réalisation de la prestation, sans que ces réunions de travail ne relèvent de la prestation de l'article 7.2.3 ci-dessous.

Dans le cadre de ses missions, il peut préconiser toute action de l'Administration utile à la parfaite finalisation de l'acte.

*b) Livrables*

Le Titulaire remet à l'Administration les documents commandés. Le Titulaire produit une note précisant les éléments de droit et de fait justifiant le contenu et, le cas échéant, la forme des pièces qu'il a établies, ainsi qu'une évaluation des risques juridiques.

**article 7.2.3 La participation à des réunions (COJ 3)**

*i) Description*

Le Titulaire doit être disponible pour toute réunion, à la demande de l'Administration. Sauf urgence, il est informé de la date de la réunion au moins une (1) semaine avant celle-ci. Le service bénéficiaire informe le Titulaire de l'objet de la réunion et des participants (structure et, si connu, noms des personnes physiques). Il lui communique tout document utile.

La réunion peut prendre la forme d'une présentation orale des livrables remis à l'Administration dans le cadre d'un conseil juridique, en présence du service bénéficiaire et en liaison avec celui-ci et, le cas échéant, en présence des différents acteurs concernés.



L'Administration détermine, dans la mesure de ses propres contraintes, les dates de réunion en accord avec le Titulaire. Dès réception de la commande, ce dernier informe l'Administration de sa disponibilité. En cas d'indisponibilité du Titulaire, soit la date de réunion est reportée, soit la commande de réunion est résiliée dans les conditions de l'article 13.1 du présent document.

Le Titulaire assure la préparation et le secrétariat de la réunion, y compris la réalisation de tout support dématérialisé servant à celle-ci. Il répond aux questions posées par les participants, selon les instructions de l'Administration.

L'Administration se réserve la possibilité d'exiger du Titulaire que les membres de l'équipe dédiée le représentant lors de la réunion disposent de capacités ou références suffisantes.

La prestation de participation à des réunions ne se confond pas avec les réunions qui sont nécessaires ou utiles à la réalisation de la prestation de représentation en justice ou de conseil juridique commandée par ailleurs. La prestation de participation à une réunion fait l'objet d'un besoin distinct, indépendamment du lien existant avec une autre prestation.

#### *ii) Livrables*

Le Titulaire remet à l'Administration un écrit résumant succinctement le déroulement de la réunion et les principaux échanges, ainsi que l'éventuel support dématérialisé utilisé pour la réunion. Les avis ou observations du Titulaire formulés, par oral, lors de réunion y sont consignés. En cas de rectification par le Titulaire d'un avis ou d'une observation orale, il en indique les motifs. Les livrables sont remis à l'Administration dans un délai de deux (2) jours, sauf urgence, après la tenue de la réunion.

### **article 7.2.4 La transaction (COJ 4)**

#### *a) Description*

La prestation de transaction comprend la représentation de l'Administration dans le cadre des échanges formels (courriers ou courriels) avec la partie adverse, la participation à des réunions de travail avec l'Administration (distinctes de celles de l'article 7.2.3 ci-dessus), l'assistance de l'Administration dans la conduite des réunions de négociations avec la partie adverse, ainsi que la rédaction du protocole transactionnel.

Le Titulaire défend les intérêts de l'Etat au regard des éléments de fait et de droit en cause, selon les instructions de l'Administration. Il produit une note juridique préparatoire à toute négociation, au moins deux (2) jours avant la date de réunion. Il rédige les avant-projets et projet de transaction, qu'il soumet à l'Administration pour observations ou validation.

Il prépare les réunions de négociation et en assure le secrétariat, pour le compte de l'Administration ; il en établit le compte-rendu et formule par écrit ses recommandations, qu'il remet à l'Administration dans les meilleurs délais.

Le Titulaire est soumis à un devoir d'information de l'Administration.

#### *b) Livrables*

Le Titulaire remet le projet de transaction à l'Administration et produit une note juridique mettant en évidence les principaux résultats juridiques et financiers de la transaction. En cas d'échec de la négociation, il produit une note indiquant les principales avancées juridiques et financières de la démarche transactionnelle et les raisons de l'absence d'accord final.

### **article 7.2.5 L'information juridique à caractère documentaire (COJ 5)**

#### *a) Description*

Conformément à l'article 66-1 de la [loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires ou juridiques](#), l'information à caractère documentaire consiste à renseigner l'Administration sur l'état des textes, de la jurisprudence et de la doctrine relativement à un problème donné.

### *a) Livrables*

L'information à caractère documentaire prend la forme de comptes-rendus de recherches juridiques et doctrinales.

## **article 7.2.6 Prestations spécifiques au lot 2 « droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies »**

### **(COJ 6)**

Depuis le 1er janvier 2020, en application du décret n° 2019-1454 du 24 décembre 2019 relatif à la direction des affaires juridiques des ministères économiques et financiers, la direction des affaires juridiques, à laquelle est rattachée la mission d'Appui au patrimoine immatériel de l'Etat (APIE), assure la gestion des marques de l'Etat, en se chargeant notamment du dépôt, du renouvellement et de la défense des marques des administrations de l'Etat. Elle est également compétente pour mettre en œuvre, à la demande des services de l'Etat, les procédures permettant la récupération des noms de domaine, telles que les procédures Syreli ou UDRP. Elle peut également être saisie en matière de dessins et modèles, de brevets, de logiciels et de protection des savoir-faire. Le portefeuille comporte actuellement un peu plus de 1 000 marques. Les prestations de conseil du Titulaire peuvent s'effectuer en français et en anglais. Pour ce qui concerne notamment le dépôt et le renouvellement des marques à l'étranger, le Titulaire doit pouvoir faire appel à un réseau de correspondants étrangers capables de fournir des prestations de qualité équivalente aux siennes.

L'Administration peut, en la matière, recourir aux prestations décrites ci-dessous en sus des autres prestations de conseil juridique de l'article 7.2 du présent document. Le Titulaire et l'Administration se réunissent en tant que de besoin pour la parfaite réalisation de la prestation, sans que ces réunions de travail ne relèvent de la prestation de l'article 7.2.3 ci-dessus.

#### *i) Analyse juridique et recommandations relatives à la disponibilité de marques (COJ 6.1)*

##### *□ Description*

Le Titulaire s'assure de la validité et de la disponibilité de la marque que l'Administration souhaite déposer au nom de l'Etat français (recherches d'antériorité, notamment de similitude). Il effectue, à cet égard, toute analyse juridique et recommandation relatives à la disponibilité.

##### *□ Livrables*

Le Titulaire fournit son étude de validité et son analyse de disponibilité, en mettant en évidence les aspects présentant des risques pratiques et juridiques particuliers.

#### *ii) Dépôt et renouvellement de marques (COJ 6.2)*

##### *□ Description*

La mission du Titulaire consiste en l'obtention, le renouvellement et le suivi de marques à l'étranger : dépôt de marques internationales et nationales étrangères.

Le Titulaire procède également aux formalités d'inscription aux registres des marques au niveau international (OMPI) et nationaux étrangers.

##### *□ Livrables*

Le Titulaire produit tout document officiel relatif à la procédure (preuve de dépôt et d'enregistrement, etc.)

#### *iii) Assistance à la défense des Marques en France et à l'étranger (COJ 6.3)*

##### *□ Description*

Le Titulaire représente l'État français dans le cadre des procédures administratives relatives aux marques devant l'INPI, l'EUIPO, l'AFNIC, l'OMPI...

##### *□ Livrables*

Le Titulaire transmet à l'Administration un exemplaire de l'argumentaire développé, ainsi que



le cas échéant, un écrit résumant le déroulement de l'audience.

*iv) Dépôt, suivi et défense de titres de propriété industrielle hors marques en France et à l'étranger (COJ 6.4)*

□ *Description*

La mission APIE est susceptible d'être saisie par les services de l'État en matière de dessins et modèles, de brevets ou de protection des savoir-faire. Le cas échéant, le Titulaire effectue toute analyse juridique et recommandation de protection de la propriété industrielle, hors marques. Cela pourra concerner des analyses de brevetabilité, étude d'antériorité, etc.

Il procède le cas échéant aux dépôts des titres de propriété industrielle ainsi qu'à leurs inscriptions et représente l'État français dans le cadre des procédures administratives devant l'INPI, l'OMPI....

□ *Livrables*

Le Titulaire produit tout document officiel relatif à la procédure, accompagné éventuellement d'une note de recommandations. Le cas échéant, le Titulaire produit un exemplaire de l'argumentaire développé ainsi qu'un écrit résumant le déroulement de l'audience.

**article 7.2.7 L'assistance à maîtrise d'ouvrage (COJ 7)**

*i) Description*

L'assistance à maîtrise d'ouvrage (ci-après, AMO) ne peut faire l'objet d'une commande que dans le cadre de chacun des lots thématiques multi-attributaires. Lorsqu'un besoin répond à la définition de l'AMO, l'Administration commande une prestation d'AMO dans le cadre d'un marché subséquent. L'AMO implique la réalisation, sur une période de temps déterminée, d'une mission globale, programmée par une décision unique, et comportant différentes prestations de conseil juridique, pouvant porter sur différents domaines du droit, caractérisées par leur unité fonctionnelle.

Constitue une unité fonctionnelle un ensemble cohérent de prestations de conseil juridique en raison de leur objet, de leur finalité et de l'interdépendance des moyens utilisés et qui concourt à la réalisation d'un projet commun.

Les prestations de conseil juridique susceptibles de faire l'objet d'une AMO sont celles décrites à l'article 7.2 du présent document. Ces dernières peuvent couvrir différents domaines du droit.

Lorsque le besoin porte, à titre principal, sur un domaine de droit couvert par un lot thématique multi-attributaire et, à titre strictement accessoire, sur d'autres domaines de droit relevant d'autres lots, seuls les Titulaires du lot portant sur le domaine de droit principal seront remis en concurrence.

L'AMO fait l'objet d'un marché subséquent simple et à prix global et forfaitaire, sur la base d'un besoin dont les caractéristiques et les modalités d'exécution sont précisées par l'Administration dans le cadre du cahier des charges spécifique établi sur la base de l'annexe I du présent document et dans le respect du présent contrat. Les marchés subséquents peuvent être à tranches, au sens des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du [code de la commande publique](#).

*ii) Livrable*

Les livrables sont ceux correspondants aux prestations de conseil demandées. Leur contenu et leurs modalités de présentation peuvent être précisés, le cas échéant, dans le marché subséquent.

**ARTICLE 8 MODALITES D'EXECUTION**

## article 8.1 MODALITES DE COMMANDE DES PRESTATIONS OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est à bons de commande et à marchés subséquents. Il donne lieu à l'émission de bons de commande au titre des prestations prévues au présent accord-cadre, dont il fixe toutes les stipulations contractuelles, et à la conclusion de marchés subséquents au titre uniquement de l'AMO. Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-PI, il est fait application des stipulations suivantes.

Les commandes sont adressées par l'Administration au Titulaire au sens de l'article 8.2.5 du présent document par voie électronique ou à son domicile ou son siège social.

### article 8.1.1 Modalités de commande des prestations à bons de commande

#### *a) Objet du bon de commande ou lettre de commande*

Tout bon de commande, dit lettre de commande, fait l'objet d'un écrit, qui seul engage l'Administration. Le Titulaire confirme la prise en compte de la lettre de commande dans les plus brefs délais.

##### *i) Définition de la lettre de commande*

La lettre de commande précise celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité. Lorsque des besoins de services juridiques surviennent de façon concomitante, une lettre de commande peut porter sur plusieurs affaires ou dossiers, notamment pour les contentieux de série.

En matière contentieuse, une affaire est regardée comme une instance devant une juridiction. Lorsqu'une instance fait suite à une précédente, notamment en cas d'appel, la nouvelle instance doit faire l'objet d'une nouvelle lettre de commande.

Dans le cadre des lettres de commande du présent accord-cadre, le ou les prix appliqués peuvent n'être déterminés qu'à l'issue de la prestation, au vu des tâches effectivement réalisées par le Titulaire pour le parfait accomplissement de la mission confiée et au vu du temps passé à la réalisation de la mission, selon la prestation demandée et les conditions prévues à l'annexe financière.

##### *ii) Plafonnement des lettres de commande*

Dans le cadre des prestations sur tarif horaire, un bon de commande peut faire mention d'un plafond de dépenses, exprimé en volume horaire ou en numéraire.

Au-delà de ce plafond, les prestations réalisées par le prestataire ne sont pas rémunérées, en l'absence d'une lettre de commande rectificative prévue au point e) ci-dessous, émise préalablement.

En l'absence de lettre de commande rectificative et si les prestations commandées ne sont pas réalisées au terme de la lettre de commande initiale, il est procédé à la réception des livrables en l'état, dans les conditions de l'article 10 et au transfert des droits sur ces derniers dans les conditions de l'article 14 du présent document.

Lorsque le plafond de dépenses a été établi conformément à un devis préalable du point b) ci-dessous, le Titulaire est tenu de réaliser la prestation commandée dans la limite de ce plafond, sans qu'il ne puisse prétendre à rémunération supplémentaire, sauf circonstances légitimes ou aléas imprévisibles et dans le cadre d'une lettre de commande rectificative préalable.

#### *b) Recours à un devis préalable*

Lorsque l'Administration ne peut aisément définir les prestations à porter dans une lettre de commande ou en définir l'étendue, elle peut requérir du Titulaire qu'il établisse, à titre gratuit, un devis sur la base d'une lettre de commande provisoire, émise à titre précaire. Le Titulaire ne peut refuser d'établir un devis. S'il refuse dans le cadre d'un lot multi-attributaire, il perd son tour de rôle.

Sur la base de la lettre de commande provisoire, le devis doit comporter :

- intitulé de l'accord-cadre et numéro du lot ;

- la ou les prestations envisagées ;
- l'estimation détaillée de la charge de travail ;
- le délai d'exécution, le cas échéant ;
- le montant HT ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;
- le cas échéant, les motifs d'un dépassement du plafonnement de la commande, tel qu'envisagé par l'Administration.

Au vu de l'estimation effectuée par le Titulaire dans les meilleurs délais, l'Administration peut décider d'émettre ou non une lettre de commande de l'article 8.1.1a) du présent document, sans qu'elle ne puisse faire appel à un autre Titulaire en cas de multi-attribution pour le même besoin et sans que l'absence de commande ne fasse perdre son tour au Titulaire. L'Administration peut, sur la base du devis, établir une lettre de commande comportant un plafonnement de dépenses, conformément à l'article 8.1.1a) ii) ci-dessus.

L'Administration peut enfin émettre une lettre de commande différente de celle initialement envisagée.

### *c) Contenu de la lettre de commande*

Chaque lettre de commande comporte les mentions suivantes :

- ✓ Intitulé de l'accord-cadre et numéro du lot ;
- ✓ Numéro d'engagement juridique ;
- ✓ Numéro du « code service exécutant » ;
- ✓ Libellé de la ou des prestations dont l'exécution est demandée, et référence de l'affaire ou du dossier ;
- ✓ Quantité demandée ;
- ✓ Le plafonnement de la prestation et/ou référence du devis ;
- ✓ Indication du prix HT et TTC de chaque prestation, si déterminé ; le cas échéant, renvoi au tarif horaire applicable ou aux prix susceptibles d'être appliqués à la prestation ;
- ✓ Identification du service bénéficiaire des prestations et des représentants de l'Administration pour la commande ;
- ✓ Adresse de livraison, qui peut être une adresse électronique. A défaut de mention expresse, l'adresse de livraison est celle du service bénéficiaire ;
- ✓ Le cas échéant, le délai d'exécution, ainsi que la date de commencement d'exécution si celle-ci est différée ou l'intervention d'un ordre de service ;
- ✓ Le cas échéant, la complexité de la prestation.

Sous peine de forclusion, le Titulaire émet ses observations sur une lettre de commande dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa notification. Il peut notamment formuler des observations sur la nature de la prestation demandée, sa complexité, les éléments transmis, le délai d'exécution. Il demeure tenu d'exécuter les prestations demandées. Au vu des observations, l'Administration peut prendre une lettre de commande rectificative comme indiqué au point e) ci-dessous.

### *d) Dévolution des lettres de commande*

#### *i) Lors de la survenance du besoin dans le cadre d'un lot mono-attributaire*

Les lettres de commande sont émises par l'Administration à destination du Titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins. Ce dernier satisfait à toute commande, sauf situation de conflit d'intérêts constatée dans les conditions de l'article 8.5 du présent C.C.P.

## *ii) Modalités de dévolution des commandes en cas de lot multi-attributaire*

Les lettres de commande sont attribuées aux Titulaires à tour de rôle.

Le tour de rôle s'effectue, pour chaque lot, au niveau de chaque service bénéficiaire des prestations.

La première commande est attribuée à celui des Titulaires le mieux classé dans le cadre de la mise en concurrence du présent accord-cadre.

Chaque bon de commande de ce même service bénéficiaire est ensuite attribué au titulaire suivant, dans l'ordre de classement lors de l'attribution du lot considéré. Dès lors que tous les titulaires ont été sollicités, la direction revient au titulaire arrivé premier et recommence le tour de rôle.

Les exceptions au tour de rôle sont les suivantes. Elles ne sont pas exclusives les unes des autres.

- La situation de conflit d'intérêts ou d'impossibilité légitime de réaliser la prestation

En cas de conflit d'intérêts, de risque de conflit d'intérêts, au sens de l'article 8.5.2 du présent document, ou d'impossibilité légitime d'exécuter la prestation, le Titulaire en informe l'Administration et en communique, par écrit, les motifs dans les meilleurs délais.

Sur décision de l'Administration constatant l'impossibilité, selon elle, pour le Titulaire de réaliser la prestation, celui-ci perd le bénéfice de son tour. L'Administration fait alors appel au Titulaire suivant.

L'Administration se réserve la possibilité, avant toute commande, d'effectuer auprès du Titulaire une demande de précisions sur un éventuel risque de conflit d'intérêts ou sur une impossibilité légitime d'exécuter la prestation.

Sauf cas de conflit d'intérêts constaté par l'Administration, si le premier tour de rôle ne permet pas l'attribution de la lettre de commande, le Titulaire auquel il a été fait appel en premier lieu ne peut pas, dans le cadre du second tour de rôle, refuser d'exécuter la commande, et ainsi de suite à tour de rôle. En cas de conflit d'intérêts, celui-ci passe son tour de rôle (mais ne le perd pas) et l'administration fait alors appel au Titulaire suivant. Il retrouve son tour de rôle pour la lettre de commande suivante.

- Le droit de suite :

Lorsque l'Administration commande, dans le cadre d'un même lot, une prestation qui fait directement suite à une prestation antérieure, objet d'une première lettre de commande, et dont elle est, selon l'Administration, difficilement séparable, cette lettre de commande supplémentaire peut être dévolue au même Titulaire, sans qu'il y ait lieu de prendre en compte la situation du tour de rôle et sans que cette attribution ne compte pour le tour de rôle en cours. Cette exception s'applique également à une lettre de commande faisant suite à des prestations exécutées sur la base d'un marché subséquent pris en application du présent accord-cadre au sein du même lot.

Dans le cadre d'un contentieux, le droit de suite s'applique en cas d'appel d'une première instance, sauf désaccord de l'Administration qui n'a pas à être motivé.

Le droit de suite s'exerce sans possibilité pour le Titulaire attributaire de la lettre de commande supplémentaire d'y renoncer, ni pour les autres Titulaires du lot de s'y opposer ou de prétendre à une indemnité.

- La suspension du tour de rôle pour manquement :

Le Titulaire encourt une suspension du tour de rôle pour une durée d'un mois en cas de

manquement à ses obligations contractuelles, sans préjudice des autres sanctions encourues.

Ainsi, il encourt, sauf cas de force majeure, la suspension d'un tour de rôle pour une durée d'un mois en cas de :

- retard dans la remise d'un livrable compromettant le bon déroulement de la prestation, soit parce qu'il ne permet pas le respect d'autres délais dont le Titulaire avait ou devait avoir connaissance, soit parce qu'il affecte objectivement l'intérêt du livrable lui-même ;
- absence de participation à une réunion planifiée, une audience ;
- si le Titulaire ne peut être joint utilement au moment de la commande contrairement à ses obligations contractuelles ;

Il encourt également, sauf cas de force majeure, la suspension du tour de rôle pour une durée de 3 mois en cas de :

- refus d'établissement d'un devis ;
- résiliation pour faute d'une commande ;
- rejet d'un livrable ou non-exécution d'une prestation.

Le Titulaire est informé par l'administration de la suspension du tour de rôle pour manquement par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

#### *e) Rectification de lettres de commande*

L'Administration peut, sans préavis obligatoire, rectifier les prestations commandées, le cas échéant sur la base d'un devis du point b) ci-dessus. Les modifications apportées par la lettre de commande rectificative se substituent pleinement aux prescriptions prévues dans la lettre de commande initiale, le cas échéant de façon rétroactive, par exemple en modifiant les prix applicables à un contentieux initialement qualifié de simple puis reconnu comme intermédiaire.

En cas de résiliation partielle de la commande, il est fait application de l'article 13.1 relatif à la résiliation.

### **article 8.1.2 Modalités de commande des prestations d'AMO par marchés subséquents (Lots 1 à 9)**

#### *a) Objet des marchés subséquents*

La mission d'AMO de l'article 7.2.7 du présent document s'effectue dans le cadre de marchés subséquents conclus sur le fondement d'un lot multi-attributaire, après remise en concurrence préalable des Titulaires.

#### *b) La remise en concurrence des Titulaires d'un même lot*

Lorsque l'Administration souhaite passer un marché subséquent, elle remet en concurrence les Titulaires du lot considéré sur la base du présent accord-cadre et du cahier des charges spécifique au besoin.

Selon les prestations demandées, la signature d'un accord de confidentialité pourra être demandée par l'Administration avant la remise des documents de la consultation, sous peine d'exclusion de la remise en concurrence.

Le Titulaire devra informer l'Administration de toute situation de conflit d'intérêts dans laquelle il risquerait de se trouver, au regard de l'objet du marché subséquent, conformément à l'article 8.5.2 du présent document. Sur la base de ces informations, l'Administration peut exclure le Titulaire concerné de la procédure d'attribution du marché subséquent.

L'Administration peut toujours, pour un motif d'intérêt général, mettre un terme à une remise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre.

### *c) La remise des offres*

Les Titulaires du lot remettent leurs offres dans le respect du cahier des charges spécifique communiqué par l'Administration.

Outre leur compréhension du besoin de l'Administration, les Titulaires précisent l'équipe dédiée au projet, leur méthodologie et organisation, ainsi que le prix applicable, y compris la décomposition de ce prix. Le Titulaire détaille son estimation de charge de travail correspondant aux différentes tâches qu'il juge utile à la réalisation des missions et à l'objet prévus dans le cahier des charges spécifique.

Les Titulaires de l'accord-cadre sont tenus de remettre une offre, sauf cas de conflit d'intérêts ou de force majeure. Le Titulaire communique les motifs détaillés justifiant l'absence d'offre, au plus tard à la date limite de remise des plis, sous peine de leur inopposabilité à l'Administration.

Dans l'hypothèse d'une absence d'offre, l'Administration peut passer, en dehors du présent accord-cadre, un marché public sur le fondement de l'article Article R. 2122-2 du [code de la commande publique](#).

### *d) Le classement des offres*

L'Administration procède au classement des offres par application des critères suivants, notés sur 20 puis pondérés afin d'établir une note finale sur 20 à chaque offre :

- ✓ Critère 1 : Compréhension des enjeux et des objectifs de la mission (10%) ;
- ✓ Critère 2 : Equipe dédiée (55%) : ce critère sera apprécié selon les éléments suivants :
  - Dimensionnement et qualité des profils des intervenants composant l'équipe dédiée examinés au regard des expertises mobilisées au sein de l'équipe et de l'adéquation de leurs compétences, de leur expérience par rapport à l'objet du marché subséquent (Le Titulaire de l'accord-cadre précise le nombre de personnes encadrantes (sénior) affectées à la Mission)
  - Pertinence de la méthodologie et de l'organisation proposées pour réaliser les prestations (Le Titulaire de l'accord-cadre détaille les missions assignées à chacun des membres de l'équipe dédiée et du nombre de jours proposées pour leur intervention ; il précise également les méthodes de travail proposées, de manière à offrir la disponibilité et la réactivité optimales de l'équipe dédiée)
- ✓ Critère 3 : Coût des prestations (35%).

L'administration se réserve la possibilité, avant de procéder au classement des offres, d'ouvrir une phase de négociation avec les Titulaires ayant remis, dans les délais, une offre appropriée, au sens des articles L. 2152-2 et L. 2152-4 du [code de la commande publique](#), et qui ne soit pas anormalement basse, au sens de l'article L. 2152-5 du même code. Si aucune négociation n'est ouverte, l'Administration peut cependant autoriser la régularisation d'offres, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

### *e) Finalisation de la remise en concurrence*

Dès qu'elle a fait son choix, l'Administration notifie leur éviction aux Titulaires dont l'offre n'a pas été retenue dans les conditions des articles R. 2181-1 et R. 2181-2 du [code de la commande publique](#). Elle notifie le marché subséquent au Titulaire.

## **article 8.2 CONDITIONS D'EXECUTION**

### **article 8.2.1 Lieux d'exécution**

Les prestations s'exécutent principalement dans les locaux du Titulaire, ainsi que dans ceux de l'Administration. En matière de représentation en justice, le Titulaire est amené à se déplacer auprès des juridictions compétentes et en tout lieu exigé par la procédure.

## article 8.2.2 Interlocuteurs

### *a) Représentants de l'Administration*

Pour le suivi général de l'accord-cadre, l'Administration est représentée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Après la notification du marché, l'Administration communique au Titulaire les noms, coordonnées, notamment électroniques, et fonctions de ses représentants, ainsi que leurs attributions.

Pour le suivi des commandes, l'Administration est représentée par le service bénéficiaire identifié au sein de chaque commande.

En cours d'exécution, l'Administration modifie librement ses représentants. Elle en informe le titulaire par mail.



## ***b) Représentants du Titulaire***

### ***i) Représentation du Titulaire pour l'accord-cadre***

Le Titulaire est représenté dans les conditions prévues à l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

### ***ii) Représentation du Titulaire pour l'exécution des missions qui lui sont confiées***

Dès la notification de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent, le Titulaire met en place une équipe dédiée à l'exécution du contrat, telle que prévue dans sa proposition technique.

Le Titulaire s'engage à indiquer immédiatement à l'Administration tout changement, en cours d'exécution du marché public, dans l'équipe dédiée, en termes de représentants (personnes physiques) et d'organisation (rôles et attributions) de celle-ci.

#### ***□ Remplacement d'un membre de l'équipe***

Il est fait application de l'article 3.4.3 du CCAG-PI. Toutefois, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le remplaçant du membre de l'équipe dédiée doit être présenté, pour agrément, à l'Administration quinze (15) jours avant le départ de celui qu'il remplace, sauf impossibilité manifeste. Le remplaçant est réputé accepté par l'Administration, si cette dernière ne le récuse pas dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification, par le Titulaire, de son identité. La récusation n'a pas à être motivée.

#### ***□ Adjonction d'un nouveau membre à l'équipe***

Les personnes ajoutées à l'équipe en cours d'exécution du marché public doivent également faire l'objet d'un agrément de l'Administration dans les conditions précitées.

#### ***□ Personne en charge de l'exécution des bons de commande***

Dès réception d'un bon de commande, le Titulaire indique au service bénéficiaire l'identité de la personne désignée comme responsable de la réalisation de la prestation ainsi que, le cas échéant, les autres membres de l'équipe dédiée en charge de la commande.

L'Administration se réserve le droit de récuser, par écrit et sans motivation, une personne en charge de l'exécution des prestations, en dehors de toute faute de sa part. Un remplaçant, parmi l'équipe dédiée, devra alors être immédiatement désigné par le Titulaire.

#### ***□ Les collaborateurs***

Le Titulaire peut se faire assister d'un ou plusieurs collaborateurs de son cabinet. Il demeure responsable de l'exécution des prestations en cas de manquement de ces derniers et encourt, à ce titre, les mesures coercitives prévues au présent document et l'engagement de sa responsabilité civile. Il demeure, à cet égard, soumis aux stipulations du présent article.

### **article 8.2.3 Pilotage et suivi d'activité à la demande de l'administration**

La réalisation des prestations pourra entraîner la tenue de plusieurs réunions de suivi (COPIL, points réguliers, etc.). Le titulaire sera convié aux réunions nécessaires au bon déroulement des prestations.

Pour les lots autres que ceux thématiques, le Titulaire participe aux réunions de l'ensemble des avocats de l'AJE (Rencontres de l'AJE). Ces réunions ne font l'objet d'aucune rémunération et d'aucun remboursement de frais.

Une réunion de fin de prestation pourra se tenir avec le titulaire, sur la base des travaux effectués et de la fiche d'évaluation dûment remplie, annexée au CCP et/ou du livrable de capitalisation qui aura pu être commandé.

Pour les lots thématiques (1 à 9), l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire un bilan de l'exécution financière (état des consommations à fournir dans un délai indicatif de 15 jours à compter de la demande par l'acheteur).



#### article 8.2.4 Exécution personnelle des prestations

##### *a) Obligations générales d'exécution*

Le Titulaire exécute personnellement les missions qui lui sont confiées. Il peut cependant faire réaliser certaines prestations par un cocontractant (en cas de groupement attributaire) ou un sous-traitant qu'il aura préalablement fait agréer par l'Administration.

Toutefois, pour les lots géographiques et celui de représentation devant les Hautes juridictions, sont considérées comme essentielles, au sens de l'article L. 2193-3 du [code de la commande publique](#), les prestations de représentation en justice, telles que définies dans le présent contrat. Par conséquent, elles ne peuvent être sous-traitées ou confiées à un tiers. Le Titulaire devra être en mesure, pour les lots géographiques, d'assurer personnellement la postulation, y compris lorsque la maîtrise de l'affaire ne lui est pas confiée.

##### *b) Sous-traitance*

Sous réserve des prestations qu'il doit, le cas échéant, exécuter personnellement, le Titulaire peut sous-traiter certaines parties du présent contrat et des missions qui lui sont confiées, dans les conditions des articles R. 2193-1 et suivants du [code de la commande publique](#).

Le Titulaire demeure responsable de la prestation sous-traitée et veille au respect par ses sous-traitants des obligations contractuelles pesant sur lui. Ces sous-traitants sont soumis au même degré d'exigence professionnelle que le Titulaire.

#### article 8.2.5 Election de domicile et domicile du Titulaire

Lorsque la loi le prévoit, l'Administration élit domicile au domicile du Titulaire. Les notifications faites par les juridictions à l'Administration sont valablement faites au domicile du Titulaire désigné pour suivre le contentieux dans le cadre duquel est faite cette notification. Les notifications faites par l'Administration au Titulaire sont valablement faites au domicile ou au siège social de celui-ci.

Le domicile ou le siège social du Titulaire sont indiqués à l'acte d'engagement de l'accord-cadre. L'adresse postale, les coordonnées téléphoniques, l'adresse de messagerie électronique sont ceux auxquels le Titulaire peut être joint et tout échange effectué. En cas de changement durant l'exécution du contrat ou l'exécution d'une mission, le Titulaire en informe immédiatement l'Administration.

Si le Titulaire ne peut être joint utilement au moment de la commande contrairement à ses obligations contractuelles, il peut être suspendu du tour de rôle. Cette mesure fait l'objet d'une information et d'un échange préalable avec le Titulaire par l'Administration.

### article 8.3 OBLIGATIONS GENERALES

#### article 8.3.1 Obligations de confidentialité

Pour l'exécution du présent marché public, le Titulaire est soumis, au-delà du respect de l'article 5 du CCAG-PI, au secret professionnel ainsi qu'à une obligation de discrétion, y compris après l'expiration du contrat. Il s'engage à respecter et à faire respecter par ses employés, associés, collaborateurs, et éventuels sous-traitants et autres cocontractants, la confidentialité sur les faits, informations, renseignements, études et autres documents qu'il serait amené à détenir ou à connaître dans le cadre de l'exécution des missions confiées à lui sur le fondement du présent contrat.

Y compris après l'expiration du contrat, les renseignements, documents ou objets remis au Titulaire dans l'exercice de sa mission ainsi que les supports établis à l'occasion de l'exécution du marché public, ne peuvent, en aucun cas, être communiqués à des tiers, ni à des membres du cabinet ne participant pas à l'équipe dédiée, sauf accord exprès du service bénéficiaire de

la commande. Dans les mêmes conditions, le Titulaire ne peut divulguer aucune information, par écrit ou oral, sur les dossiers et affaires qu'il traite.

Y compris après l'expiration du contrat, le Titulaire ne peut se livrer à aucun commentaire public, par oral ou par écrit, des dossiers et affaires qui lui sont confiés, sans autorisation expresse du service bénéficiaire de la commande. Lorsque les prestations sont à exécuter dans des conditions de confidentialité particulières, le Titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par le service bénéficiaire de la commande. Il ne peut prétendre, de ce chef, à indemnité, à moins qu'il n'apporte la preuve que les conditions qui lui ont été imposées lui ont rendu l'exécution plus difficile ou plus onéreuse.

Le Titulaire doit prendre toute disposition pour assurer la conservation et la protection des éléments qui lui sont remis et qui revêtent un caractère secret. En cas de remise papier de documents, les locaux doivent faire l'objet de mesures de protection contre les intrusions, les sinistres et autres incidents. En cas de détention de documents électroniques, le Titulaire doit veiller à prendre toute mesure contre les intrusions et les applications hostiles. Il doit aviser sans délai le service bénéficiaire de la commande de toute disparition ainsi que de tout incident pouvant entraîner une violation du secret.

A l'issue de la mission ou en cas de cessation anticipée du contrat pour quelque cause que ce soit, les informations et l'ensemble des documents reçus par le Titulaire devront être retournés à l'Administration. Le Titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des documents restitués sur quelque support que ce soit, à l'exception de celles qui seraient strictement nécessaires pour satisfaire aux dispositions légales, réglementaires et déontologiques auxquelles il est soumis.

En matière contentieuse cependant, le Titulaire conserve le fond de dossier (actes de procédure et pièces du dossier) jusqu'à expiration des voies de recours contre la décision de justice. Si un recours est engagé et que l'affaire lui est confiée, il conserve le fond de dossier. Si l'affaire ne lui est pas confiée, sur simple demande de l'Administration, il le restitue à celle-ci ou au mandataire qu'elle désigne, sous brefs délais de sorte que le nouveau recours puisse utilement s'effectuer. Toutefois, en cas de recours possible devant une Haute juridiction ou de désistement, il transmet, dès l'intervention de la décision de justice ou du désistement, le fond de dossier à l'Administration ou au mandataire qu'elle désigne.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus mentionnées et indépendamment des sanctions disciplinaires et pénales éventuellement encourues, le Titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs, dans les conditions prévues à l'article 13.2 du présent document.

### **article 8.3.2 *Forme des documents produits par le Titulaire***

#### ***a) Utilisation de la langue française***

En application des dispositions de la loi du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, la langue de travail de l'Administration est le français. Les correspondances et la documentation relatives au présent contrat sont rédigées en français. Les livrables, sauf mention contraire dans le présent document, sont exclusivement rédigés en français. Les réunions se déroulent en français.

Par dérogation à ce qui précède, sur demande de l'Administration formulée sur la base des lots relatifs au Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies, Droit des affaires et opérations sur le capital des sociétés à participation publique et Droit bancaire, financier et des assurances, certains documents remis sont rédigés par le Titulaire dans une langue étrangère si cela est nécessaire à la bonne fin de la mission.

#### ***b) Formats des documents***

Les documents adressés à l'Administration par voie électronique, dématérialisée ou non, le sont sous un format électronique aisément accessible et compatible avec les formats

couramment utilisés. Les documents adressés sous format papier le sont en exemplaire unique. Toutefois, les documents adressés à des juridictions ou à des tiers le sont dans le format et selon le volume requis pour la bonne fin de la prestation commandée.

### **article 8.3.3 Notifications et échanges d'information**

#### ***a) Echanges d'informations***

Dans des délais compatibles avec les délais afférents à la mission confiée, l'Administration communique au Titulaire l'ensemble des éléments qu'elle estime utiles à la bonne exécution des prestations ou lui transmet toute information permettant d'y accéder (numéro Télérecours, coffre-fort électronique...), à charge pour ce dernier de matérialiser, si nécessaire, les documents remis.

Le Titulaire peut requérir de l'Administration la transmission de documents et informations supplémentaires. Toutefois, celle-ci se réserve le droit d'en demander les motifs ou de refuser cette communication, par une décision motivée, notamment pour des raisons de confidentialité ou si elle considère que cette demande n'est pas en rapport ou n'est pas nécessaire à la réalisation de la prestation commandée.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une insuffisance des éléments d'information communiqués par l'Administration pour se décharger de sa responsabilité, sauf à démontrer un lien suffisamment direct entre un refus de communication et un manquement de sa part.

Le Titulaire répond à toute demande d'information ou de transmission de documents en rapport avec l'exécution du présent contrat.

#### ***b) Forme des notifications et des échanges d'informations***

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-PI, les notifications, qu'elles fassent ou non courir un délai, et les échanges d'informations s'effectuent par voie dématérialisée.

Une transmission physique (électronique ou papier) est cependant admise lorsque le volume des documents ou le secret s'y attachant rend impossible toute transmission dématérialisée, lorsque la procédure contentieuse le requiert, ou sur décision de l'Administration. Cette transmission physique est faite par tout moyen permettant d'attester la date de réception. En cas de groupement, la transmission se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

### **article 8.3.4 Réunions de travail**

Distinctes de la réunion de l'article 7.2.3 du présent document, les réunions de travail visent à garantir la parfaite réalisation d'une prestation de représentation en justice ou de conseil juridique commandée par l'Administration. Elles sont provoquées sur demande de l'Administration ou du Titulaire. Le Titulaire en assure le secrétariat et, si besoin, en rédige le compte-rendu dans les meilleurs délais. Les réunions se tiennent, en principe, dans les locaux de l'Administration, sans surcoût dans le cadre d'un prix unitaire par prestation.

## **article 8.4 DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE**

### **article 8.4.1 Respect des obligations administratives**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante : marches-sgsep2.bercy@finances.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1.

Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal. »

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents suivants justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-1 du code du travail :

- a) Une copie du document désignant le représentant sur le territoire national mentionné conformément aux articles R.1263-2-1 et suivants du code du travail ;
- b) Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI », conformément aux dispositions des articles R.1263-4-1 et R.1263-6-1 du code du travail.

#### **article 8.4.2 Clause d'information sur la situation du Titulaire**

Il est fait application de l'article 3.4.2 du CCAG-PI. Le Titulaire est également tenu de communiquer, de manière immédiate, à l'Administration, les modifications qui se rapportent :

- aux associés et collaborateurs du cabinet ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent.

Le Titulaire joint tout document utile relatif à la modification concernée.

Sauf motif légitime, en cas d'absence d'information de l'Administration, intervenant au plus tard lors de la première demande de paiement faisant suite à la modification, ou de production d'une information ou d'un document inexact, le Titulaire encourt, outre la pénalité prévue à l'article 12 du présent document, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts dans les conditions de l'article 13 du présent document.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'Administration ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **article 8.5 GESTION DES CONFLITS D'INTERETS ET CLAUSE DE PROBITE**

### **article 8.5.1 Obligations des avocats représentant l'AJE**

Dès notification de l'accord-cadre, pendant sa durée de validité et durant l'exécution de toute commande, le Titulaire d'un lot géographique de représentation en justice, d'un lot spécifique de représentation en justice ou du lot de représentation devant les Hautes juridictions s'engage à ne pas représenter, ni assister, devant une juridiction, une personne, physique ou morale, dont les intérêts seraient contraires à ceux de l'Administration, sauf cas exceptionnel dûment justifié et laissé à l'entière appréciation de l'Administration.

Le Titulaire des mêmes lots s'engage également au respect de la Charte de l'AJE, en annexe III du présent document.

Cette obligation s'applique à l'ensemble des intervenants représentant le Titulaire, conformément à l'article 8.2.2b) du présent document.

### **article 8.5.2 Obligation de respect déontologique et résolution des conflits d'intérêts**

Le Titulaire ne peut être ni le conseil, ni le représentant de l'Administration en cas de conflit d'intérêts au sens des règles déontologiques applicables à la profession d'avocat, dans les conditions du décret n° 2023-552 du 30 juin 2023 portant code de déontologie des avocats.

Le Titulaire s'engage à ne pas effectuer de missions auprès d'une personne physique ou morale tierce concernée, de façon directe ou indirecte, par le dossier ou l'affaire à traiter et qui génèrent un conflit entre d'une part les intérêts de l'Etat qu'il défend et d'autre part ceux de ce tiers ou d'une autre personne morale ou physique qui a un lien avec ce dernier, quelle qu'en soit la nature, de sorte que l'exercice de ses missions pour l'Etat puisse en être altéré. Il en est de même lorsque le Titulaire est lié directement ou indirectement au tiers concerné par la mission.

Le Titulaire conduit les analyses nécessaires, en accord avec ses procédures internes, d'identification et de gestion des éventuels conflits d'intérêts. Il s'engage à maintenir, pendant la durée de ses obligations contractuelles, la mise en œuvre de telles procédures d'identification et de gestion des éventuels conflits d'intérêts en vue notamment de veiller au strict respect des dispositions du présent article.

Les commandes de l'Administration précisent, en tant que de besoin, l'identité des personnes morales ou physiques ayant un lien avec le dossier ou l'affaire à traiter.

Indépendamment de l'alinéa précédent, en cas de conflit d'intérêts ou de risque de conflit d'intérêts, le Titulaire en informe immédiatement l'Administration. Le Titulaire propose à l'Administration les solutions pour y remédier.

Si l'Administration estime que la situation dont elle est ainsi informée par le Titulaire et les solutions que celui-ci propose sont incompatibles avec la mission, le Titulaire ne peut exécuter la prestation. Lorsque le conflit d'intérêts est constaté lors de l'attribution d'une commande, le Titulaire ne peut se voir attribuer la mission envisagée. Lorsque le conflit d'intérêts est constaté en cours d'exécution de la commande, celle-ci est résiliée dans les conditions de l'article 13.1 du présent document.

Ces règles obligent le Titulaire pendant l'exécution du contrat ou d'une commande en résultant, et pendant les douze (12) mois suivant son terme. Elles s'appliquent aussi bien à l'avocat exerçant à titre individuel, qu'à celui exerçant en groupement ; dans ce dernier cas, elle s'applique au groupement et à ses membres.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites pro bono) au bénéfice des administrations

publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission pro-bono ou mécénat de compétence doit être autorisée par le secrétaire général du ministère et enregistrée auprès du Ministère. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission pro-bono.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant le terme du bon de commande en cours. Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article le marché pourra être résilié.

## ARTICLE 9 FORME DES PRIX DU MARCHE PUBLIC

### article 9.1 PRIX FERMES

Les prix sont exprimés en euros.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date limite de remise des offres.

Les parties s'engagent sur les prix exprimés hors taxes sur la valeur ajoutée (HT). Les prix sont également exprimés, avec la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), toutes taxes comprises (TTC).

Les prix initiaux de l'accord-cadre et des marchés subséquents sont fermes.

Les prix de l'accord cadre sont actualisables, une seule fois, dans les conditions de l'article 9.2 ci-dessous :

- si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre, réputée être la date à laquelle il a été établi, et la date de début d'exécution des prestations. Cette dernière date est, pour l'accord-cadre celle de sa notification ;
- l'actualisation s'effectue alors aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois (3) mois à la date de début d'exécution des prestations.

Les prix initiaux, une fois actualisés, sont fermes sur la durée du contrat et constituent les prix de règlement, effectivement payés au Titulaire.

### article 9.2 ACTUALISATION DES PRIX

En cas d'actualisation, conformément à l'article 9.1 ci-dessus, les prix initiaux se voient appliquer la formule suivante :

$$P = P_0 [1 + (Ind/Ind_0)]$$

dans laquelle : P = prix actualisé ;

P<sub>0</sub> = prix initial ;

Ind= Indice applicable.

Le prix actualisé P est arrondi à l'euro le plus proche.

Pour les prestations de représentation en justice, l'indice applicable Ind est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services - Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766502 et disponible sur le site de l'INSEE à l'adresse Internet suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766502>.

Pour les autres prestations, l'indice applicable Ind est l'indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 69.20 – Services comptables, d'audits, et de conseil fiscal Prix de marché – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766582 et disponible sur le site de l'INSEE à l'adresse Internet suivante :



<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766582>.

Les valeurs "o" des indices sont celles correspondant à la période couvrant la date à laquelle le Titulaire a fixé son prix dans l'offre, telles que publiées sur le site de l'INSEE.

Pour l'actualisation, la valeur des indices au numérateur sont celles correspondant à la période couvrant la date antérieure de trois (3) mois au jour de la notification du contrat. L'actualisation se fera par l'intermédiaire du dernier indice définitif publié.

L'ensemble des valeurs des indices est communiqué par l'Administration au Titulaire dans un délai maximum de vingt (20) jours ouvrés à compter de la notification. Les prix actualisés sont applicables pour toute commande.

Les prix actualisés font l'objet de nouvelles annexes financières qui se substituent aux annexes financières initiales de l'accord-cadre.

### **article 9.3 PRIX DU CONTRAT**

Dans le cadre du présent accord-cadre, les prestations font l'objet de prix unitaires. Ces prix sont soit des tarifs horaires, éventuellement plafonnés dans le montant cumulé, soit des prix forfaitisés appliqués à une prestation déterminée.

Le prix des prestations sur tarif horaire est déterminable par application à ce tarif du volume d'heures passées à la réalisation de la mission. Selon les prestations demandées, le prix applicable, qu'il s'agisse d'un tarif horaire ou d'un prix unitaire forfaitisé, peut être déterminé au vu de la réalité de la prestation effectuée. Le prix horaire est dû au prorata temporis.

Les prix figurent dans l'annexe financière de l'acte d'engagement de l'accord-cadre.

Les prix de l'AMO ne sont pas fixés dans l'accord-cadre mais ont vocation à prendre la forme d'un prix global et forfaitaire pour le marché subséquent ou, le cas échéant, pour chaque tranche de celui-ci, sur la base du tarif horaire déterminé dans l'annexe financière précitée. Ces prix figurent dans l'annexe financière au cahier des charges spécifique propre à chaque marché subséquent.

### **article 9.4 CONTENU DES PRIX**

Sauf stipulation contraire, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les prestations et les livrables (y compris les droits transférés) ainsi que toutes les charges directes et indirectes utiles à la réalisation des prestations et emportent engagement du Titulaire de les réaliser sans supplément de coût pour l'Administration.

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, les frais faisant l'objet d'un remboursement le sont dans les conditions précisées à l'annexe financière applicable au lot.

Par ailleurs, le temps de déplacement ne peut être facturé.

### **article 9.5 REMISES**

Indépendamment du caractère définitif des prix fixés dans l'annexe financière, le Titulaire peut proposer à l'Administration une remise ponctuelle sur ceux-ci. L'application de cette remise doit aboutir à un prix de règlement inférieur à celui prévu au contrat.

## **ARTICLE 10 RECEPTION DES PRESTATIONS**

Il est fait application des articles 28 et suivants du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, le délai de vérification et de notification de la décision de l'Administration est d'un (1) mois pour les lots thématiques et de huit (8) jours pour les autres lots. Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise dans le délai précité. A défaut de notification de la décision par l'Administration dans le délai précité, la réception des prestations est

tacitement admise.

Par dérogation à l'article 29.4.2 du CCAG-PI, l'Administration n'est pas tenue de demander au Titulaire d'exécuter à nouveau la prestation.

Un ajournement ou un rejet avec obligation de présenter à nouveau les prestations n'ouvrent droit ni à une rémunération supplémentaire, ni au paiement des frais y afférent.

Le délai de vérification court à compter de la réception, par l'Administration, du ou des livrables concourant à la réalisation de la mission.

Lorsque le Titulaire n'a pas exécuté une prestation dans le délai imparti et a rendu celle-ci sans objet, la prestation concernée directement par le manquement est regardée comme n'ayant pas été exécutée.

Par dérogation à ce qui précède, le cahier des charges spécifique d'un marché subséquent peut prévoir des conditions et modalités de réception différentes.

## ARTICLE 11 PAIEMENT

Le règlement des sommes dues au Titulaire est effectué par virement administratif dans les conditions du CCAG-PI.

### article 11.1 DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Dans les conditions prévues par les articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du [code de la commande publique](#), les sommes dues par l'Administration au Titulaire lui sont payées dans un délai de trente (30) jours maximum à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Administration ou de celle de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles si cette dernière date est postérieure à celle de réception de la demande de paiement.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-13 et R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### Article 11.2 AVANCES

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.



Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

## article 11.2 FACTURATION

### article 11.2.1 ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire indiqué sur l'acte l'engagement.

#### Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- le code du service exécutant donné par l'administration à la notification du marché
- le numéro du SIRET
- le numéro du bon de commande donné par l'administration
- la date de livraison
- les coordonnées bancaires ou postales du titulaire
- la dénomination précise de la prestation réalisée (libellé et contenu)
- la date d'émission de la facture
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées,
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération

#### Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

#### Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

#### Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

##### 1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> [Accueil déconnecté Chorus Pro \(chorus-pro.gouv.fr\)](#)

aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

##### 2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) **Mode EDI** (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

**Préalables techniques et réglementaires** : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /

rubrique « nous contacter »

Pour le suivi des paiements des factures :

[https://chorus.monportail.alize/sites/chorus/accueil/actualites/toutes-les-actualites/page\\_content/L-content/lignePersoColSimpletitrepage/liste-de-contenu/lc-contenu-colonne-centrale/lc-contenu-colonne-centrale/liste-dactualites/suivre-le-paiement-de-ses-factur.html](https://chorus.monportail.alize/sites/chorus/accueil/actualites/toutes-les-actualites/page_content/L-content/lignePersoColSimpletitrepage/liste-de-contenu/lc-contenu-colonne-centrale/lc-contenu-colonne-centrale/liste-dactualites/suivre-le-paiement-de-ses-factur.html)

En application de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, depuis le 1er janvier 2020, la dématérialisation des factures est obligatoire pour toutes les entreprises.

Attention appelée : toute facture adressée sous format papier sera automatiquement rejetée par l'administration, ce qui implique des délais de paiement plus longs et le non-paiement des intérêts moratoires en cas de retard de paiement.

## article 11.2.2 INFORMATIONS COMPTABLES

Les comptables assignataires compétents sont :

- les contrôleurs budgétaires et comptables ministériels (CBCM) rattachés aux ministères pour les dépenses relevant des ordonnateurs principaux ;
- les comptables assignataires visés par les arrêtés suivants pour les dépenses relevant des ordonnateurs secondaires :
  - arrêté du 23 décembre 2019 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires des services civils de l'Etat ;
  - arrêté du 21 décembre 2018 fixant l'assignation des dépenses et des recettes des ordonnateurs secondaires du ministère de la défense. Ces arrêtés peuvent faire l'objet d'une mise à jour annuelle et sont publiés au Journal officiel de la République française (JORF).

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

## ARTICLE 12 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il est fait application des pénalités suivantes.

- Pénalité pour non remise d'offre à un marché subséquent :

La pénalité encourue pour absence non légitime de remise d'offre dans les conditions prévues à l'article 8.1.2 du présent contrat prend la forme d'une pénalité forfaitaire de cinq cents (500)

euros.

- Pénalité pour absence à une réunion :

L'absence de participation à une réunion planifiée est sanctionnée par une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros.

- Pénalité pour retard d'information :

Le retard d'information d'une modification prévue à l'article 8.4.2 du présent document fait encourir au Titulaire une pénalité forfaitaire de deux cent cinquante (250) euros.

- Pénalité pour retard d'exécution :

Le Titulaire encourt par ailleurs, et sans préjudice de la suspension du tour de rôle prévue à l'article 8.1.1, des pénalités de retard lorsque celui-ci était soumis à une obligation d'exécuter une prestation dans un délai identifié, que ce délai ait été fixé par l'Administration ou dans le cadre d'une procédure contentieuse.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai d'exécution des prestations a échoué, pour un délai fixé en jour, ou l'heure suivant celle où ce délai a échoué, pour un délai fixé en heures. Cette pénalité pour retard est calculée par application de la formule suivante :  $P = V \cdot R / 500$  dans laquelle

P = montant de la pénalité ;

V = valeur TTC de la prestation en retard telle qu'elle est déterminée dans le bon de commande ou le marché subséquent ou, à défaut de connaissance en amont du coût de la prestation, du prix réclamé dans sa demande de paiement et accepté par l'Administration. R = nombre de jours, lorsque le délai est en jours, ou d'heures, lorsque le délai est en heures.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque le retard rend sans objet la prestation confiée, le Titulaire encourt une pénalité de cinq cents (500) euros, sans préjudice d'une éventuelle action en réparation de l'Administration, notamment pour perte d'une chance de succès dans l'action non exercée lorsque le Titulaire n'a pas pu défendre les intérêts de l'Etat (défense, recours...).

Le montant des pénalités est déduit des paiements restant à opérer au profit du Titulaire. Lorsque les sommes dues ne permettent pas cette déduction ou lorsqu'aucun paiement n'est dû, l'Administration peut émettre un titre de perception. La pénalité ne peut pas être récupérée lorsque la commande, sur le fondement de laquelle la prestation est exécutée, a fait l'objet d'un paiement définitif.

En cas de groupement conjoint, le mandataire indique à l'Administration la répartition des pénalités entre ses membres.

Les pénalités s'appliquent sans préjudice des autres sanctions que le Titulaire peut encourir, telles que les résiliations prévues à l'article 13.1 ou à l'article 13.2. En cas de résiliation, les pénalités peuvent s'appliquer jusqu'à la date de résiliation.

Par dérogation aux articles 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues quel qu'en soit le montant.

Pour l'ensemble des pénalités, le montant total des pénalités encourues ne peut excéder 10% hors taxe du montant total du bon de commande ou du marché subséquent le cas échéant.

## ARTICLE 13 RESILIATION

### article 13.1 RESILIATION TOTALE OU PARTIELLE D'UNE COMMANDE

L'Administration peut, qu'il y ait ou non faute du Titulaire, résilier un bon de commande ou un marché subséquent. Cette résiliation peut n'être que partielle, à condition, pour un marché subséquent, de ne pas remettre en cause son équilibre financier.

Le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité sur le fondement de la seule résiliation. Toutefois, l'Administration s'engage à payer le montant des prestations exécutées et à indemniser les dépenses utilement engagées par le Titulaire dans les conditions de l'article 13.2 ci-dessous.

Sur demande de l'Administration, les livrables lui sont remis, en l'état, et soumis à réception dans les conditions de l'article 10 et à transfert de droits dans les conditions de l'article 14 du présent document. Le Titulaire remet l'ensemble des pièces afférentes au dossier ou à l'affaire à l'Administration ou à la personne qu'elle désigne, dans les meilleurs délais et conditions.

La résiliation d'un marché subséquent s'effectue, outre la présente clause, dans les conditions de l'article 13.2 ci-dessous.

### **article 13.2 RESILIATION DU CONTRAT**

Le marché public peut être résilié dans les conditions du CCAG-PI et des articles R. 2191-30 et R. 2191-31 du [code de la commande publique](#).

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, l'Administration peut, outre les cas prévus audit article, également résilier le marché public pour faute lorsque :

- le Titulaire n'exécute pas correctement ses prestations de sorte que la bonne exécution du contrat ne peut être garantie ;
- le Titulaire, par son comportement, met en cause, directement ou indirectement, la crédibilité de l'Administration ;
- le Titulaire ne respecte pas ses obligations de confidentialité de l'article 8.3.1 ;
- le Titulaire ne respecte pas ses obligations de résolution de conflits d'intérêts et de probité de l'article 8.5 du présent document ;
- le Titulaire n'a pas produit un document demandé dans le cadre de l'article 8.4 du présent document ou a remis un document inexact ;
- le Titulaire se trouve dans l'un des cas prévus à l'article L. 2195-4 du [code de la commande publique](#).

Indépendamment de sa mise en demeure, le Titulaire doit, sauf résiliation pour motif d'intérêt général, être mis en mesure de présenter ses observations préalablement à la décision de notification dans un délai fixé par l'Administration mais qui ne peut excéder quinze (15) jours.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI et par dérogation à l'article 41.2.2.4 du CCAG-PI, le Titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité fondée sur la seule résiliation.

En cas de décès, d'incapacité civile, de dissolution ou de restructuration du Titulaire désigné nommément, la résiliation du marché public est prononcée, sauf si l'Administration accepte la continuation du contrat par les associés ou collaborateurs du Titulaire ou par la personne morale titulaire de la nouvelle structure. La résiliation ainsi prononcée prend effet à la date du décès, de l'incapacité civile ou de la dissolution de la personne morale Titulaire du lot. Ces stipulations s'appliquent également en cas de retrait du Titulaire de la vie professionnelle et notamment en cas de retraite ou d'omission du barreau.

### **article 13.3 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

En application de l'article 27 du CCAG-PI, l'Administration peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations confiées au Titulaire en application du présent marché public, aux frais et risques de ce dernier, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée pour faute du Titulaire.

Pour les prestations sur prix unitaires, et à défaut de devis préalable (non manifestement erroné) qui sert alors de référence, l'augmentation des dépenses supportées par le Titulaire est appréciée sur la base du temps passé par le tiers, prestataire de substitution.

## **ARTICLE 14 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Le présent accord-cadre fait application des articles 32 à 37 du CCAG-PI.

Les résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards sont définis dans l'article 32 du CCAG de référence.

En complément du CCAG de référence, les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards utilisées par le titulaire pour la réalisation des prestations sont listées dans l'offre finale de l'accord-cadre ou dans le devis donnant lieu à bon de commande, et au fur et à mesure de l'exécution du marché. Par ailleurs et conformément aux dispositions de l'article 34.2, le titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'acheteur préalablement à l'utilisation de connaissances antérieures standards non listées dans l'offre.

En précision de l'article 35.1.2, l'ensemble des résultats intermédiaires et finaux sont considérés comme confidentiels et donc cédés à titre exclusif.

Par dérogation à l'article 35.3.2 du CCAG-PI, le titulaire ne peut publier les résultats du marché.

Par dérogation au CCAG de référence, les droits cédés le sont pour l'Etat ainsi que pour les établissements publics bénéficiaires du présent accord-cadre. Ainsi, en complément des finalités d'utilisation des résultats listées à l'article 35.1.1 du CCAG de référence, s'ajoutent les droits de mutualisation avec d'autres entités publiques.

## **ARTICLE 15 DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERES PERSONNEL**

### **15.1. Précisions terminologiques et traitement des données des titulaires :**

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous- traitant est le titulaire du marché public.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire du marché public s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En application de l'article 13 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD), les titulaires sont informés que des données à caractère personnel (notamment nom, prénom, adresse mail, données de connexion) collectées dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre sont susceptibles de faire l'objet de traitement(s).

Identité et coordonnées du responsable de traitement et de son représentant :

Le Ministère de l'Economie, des Finances et de la souveraineté industrielle et numérique  
59, boulevard Vincent Auriol  
75703 Paris Cedex 13

Représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Responsable de Traitement Opérationnel (RTO) : La Direction des achats de l'Etat, représentée par le Directeur des achats de l'Etat

Coordonnées du délégué à la protection des données :

[le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:le-delegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)

Base juridique du traitement : c) et e) de l'article 6.1 du RGPD

Finalité du ou des traitements : suivi de l'exécution, notamment financière, du présent marché public

Destinataires ou catégorie de destinataires : les données à caractère personnel concernées sont destinées exclusivement aux agents de l'Administration chargés de l'exécution du présent contrat.

Durée de conservation : ces données sont conservées pendant toute la durée d'exécution du contrat ainsi que durant la DUA applicable aux opérations financières et comptables de l'Etat. Conformément aux dispositions des articles 15 à 21 du RGPD, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent notamment d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement à ces informations qui les concernent. Elles peuvent également s'opposer au traitement de ces données.

L'exercice des droits d'information et d'accès aux données à caractère personnel peut être effectué auprès du délégué à la protection des données.

La personne dont les données à caractère personnel sont collectées dans le cadre de la présente procédure dispose d'un droit de réclamation auprès de la CNIL.

## 15.2 Description du traitement de données à caractères personnel :

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, pour la durée du présent marché public, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues dans le cahier des clauses particulières du marché.

Au titre de ces prestations, le titulaire a accès à des données à caractère personnel et est amené à réaliser les opérations suivantes sur les données :

- collecte, enregistrement, structuration,
- exploitation, analyse,
- conservation, consultation, utilisation,
- communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition,
- effacement ou destruction

Type de données à caractère personnel traitées : Par données à caractère personnel, s'entend tout type d'information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (ci-après dénommée « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

## 15.3 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur (article 28.3 du RGPD) :

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du présent marché public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans les documents particuliers du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;
4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;



6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

#### 15.4 Sous-traitance des activités de traitement (articles 28.2 et 28.4 du RGPD) :

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du marché public.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

#### 15.5 Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement (articles 13 à 15 du RGPD) :

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

#### 15.6 Notification des violations de données à caractère personnel (article 33 du RGPD) :

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : envoi d'un message signalant le problème et appel téléphonique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.



Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

### 15.7 Mesures de sécurité :

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Transmission des données sous format sécurisé ;
- Données hébergées sur des serveurs sécurisés ;

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par le document de référence de leur politique de protection de données.

### 15.8 Sort des données (article 28.3.g du RGPD) :

Au terme de l'exécution du présent marché public, et selon le choix de l'acheteur, le titulaire doit détruire les données à caractère personnel dès la fin de la prestation et en informer l'acheteur.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

### 15.9 Délégué à la protection des données (articles 37 à 39 du RGPD) :

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

### 15.10 Registre des activités de traitement (article 30 du RGPD) :

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 15.11 Documentation (article 28.3.h du RGPD) :

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

#### 15.12 Obligations de l'acheteur vis-à-vis du titulaire :

L'acheteur s'engage à :

- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD et par la loi Informatique et Libertés de la part du titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## ARTICLE 16 ASSURANCE

Pendant toute la durée d'exécution du présent contrat, le Titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés de son fait, du fait de ses collaborateurs ou employés ou de ses sous-traitants, dans le respect des règles déontologiques applicables à la profession d'avocat.

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, pendant toute la durée d'exécution du présent marché public, le Titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité civile et, le cas échéant, celle de ses collaborateurs.

Le Titulaire doit, dans les meilleurs délais, tenir informée l'Administration de toute modification afférente à son assurance et en fournir copie.

L'insuffisance du montant de l'assurance peut constituer pour le Titulaire une impossibilité légitime de réaliser la prestation.

## ARTICLE 17 DIFFERENDS ET LITIGES

### ***Règlement amiable des différends intégrant le recours à la médiation interne***

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : [safi.bamac@finances.gouv.fr](mailto:safi.bamac@finances.gouv.fr).

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : [mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr](mailto:mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr)

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification

de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission. Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

### ***Litiges et contentieux***

En cas de différend entre le Titulaire et l'Administration dans le cadre du présent marché public, il est fait application de l'article 43 du CCAG-PI.

A défaut de règlement amiable, tout litige sera porté devant le tribunal administratif de Paris sis 7, rue de Jouy, 75181 Paris cedex 4. Le présent contrat relève du droit français.

La survenance d'un litige entre les parties ne dispense pas le Titulaire d'exécuter les prestations commandées dans le respect du présent contrat, ni ne l'autorise à interrompre ou suspendre son exécution ou à en modifier les termes.

## **ARTICLE 18    CLAUSE D'EVALUATION DU FOURNISSEUR**

Les prestations objets du marché ou du bon de commande peuvent faire l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

## **ARTICLE 19    DEROGATION AU CCAG-PI**

Article du présent CCP	Articles du CCAG auquel il fait dérogation
5.1	13.1.1
5.2	3.2, 13.2 et 13.2.3,
6.1 et 6.2	4.1

8.1	3.1, 3.4.3 et 3.7
9.4	10.1.3
10	28.2 et 29
12	14.1.3
13.2	39, 40 et 41.2.2.4

## **ANNEXE I COMPOSITION DES LOTS**

### **○ LOTS THEMATIQUES DE REPRESENTATION EN JUSTICE ET DE CONSEIL JURIDIQUE :**

Les Titulaires des lots thématiques interviennent en tant que conseil juridique et, devant les juridictions françaises de premier et second degrés, en tant que représentants en justice lorsque les dossiers et affaires portent sur les domaines couverts par le lot concerné.

Dans le cadre d'un contentieux, les Titulaires des lots thématiques sont compétents sur une affaire dès lors que celle-ci porte principalement sur les domaines juridiques relevant de leur lot.

En matière de conseil, lorsque le besoin porte sur ces mêmes domaines mais vise également, à titre strictement accessoire, des domaines juridiques relevant d'autres lots, les Titulaires demeurent compétents. Les Titulaires peuvent également intervenir en tant que conseils sur un domaine de leur compétence mais au titre d'un besoin connexe à une affaire ou un dossier qui relève d'un autre lot et dont il est suffisamment séparable.

Les domaines juridiques couverts par les différents lots comprennent les aspects internationaux et européens des droits considérés, s'il y a lieu.

#### **❖ Lot 1. Droit public général et droit public des affaires**

*Domaines juridiques couverts :* Droit constitutionnel ; droits des institutions européennes ; droit administratif général ; droit public des affaires ; droit de la comptabilité publique ; droit des finances publiques ; droit de la fonction publique.

*Nombre d'attributaire(s) :* 3

#### **❖ Lot 2. Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies**

*Domaines juridiques couverts :* Droit de la propriété intellectuelle (propriété littéraire, artistique et industrielle) ; droit du numérique ; droit des télécommunications ; droit de l'informatique, notamment pour les systèmes d'information relatifs aux ressources humaines ou en matière financière ; protection des données.

*Nombre d'attributaire(s) :* 1

#### **❖ Lot 3. Droit de l'énergie, des transports et de l'environnement**

*Domaines juridiques couverts :* droit de l'énergie ; droit des mines ; droit des transports ; droit de l'environnement.

*Nombre d'attributaire(s) :* 1



❖ **Lot 4. Droit de la concurrence, droit de la consommation et droit commercial**

*Domaines juridiques couverts* : Droit de la concurrence, des concentrations, des aides d'Etat, de la consommation, droit commercial, droit du commerce électronique, droit postal.

*Nombre d'attributaire(s)* : 1

❖ **Lot 5. Droit de la commande publique**

*Domaines juridiques couverts* : droit de la commande publique, notamment en matière de marchés publics d'informatique.

*Nombre d'attributaire(s)* : 3

❖ **Lot 6. Droit bancaire, financier et des assurances**

*Domaines juridiques couverts* : Droit monétaire ; droit bancaire ; droit des marchés de capitaux ; droit financier ; droit des assurances ; réglementation des services financiers.

*Nombre d'attributaire(s)* : 5

❖ **Lot 7. Droit des affaires et opérations sur le capital des sociétés à participation publique**

*Domaines juridiques couverts* : Droit des sociétés ; droit des fusions-acquisitions ; droit public des affaires ; droit des aides d'Etat ; droit de la concurrence ; droit boursier ; droit fiscal ; droit des entreprises en difficulté.

*Nombre d'attributaire(s)* : 7

❖ **Lot 8. Droit du travail et droit social**

*Domaines juridiques couverts* : Droit du travail ; droit de la représentation des salariés dans l'entreprise ; droit de la protection sociale ; rémunération des salariés.

*Nombre d'attributaire(s)* : 3

❖ **Lot 9. Procédure et droit pénal**

*Domaines juridiques couverts* : Procédure pénale, droit pénal général, droit pénal des affaires.

*Nombre d'attributaire(s)* : 3

## ○ **LOTS DE REPRESENTATION EN JUSTICE DEVANT LES HAUTES JURIDICTIONS :**

Les Titulaires interviennent en tant que représentants en justice, au titre des affaires qui leur sont confiées, devant les Hautes juridictions françaises, quels que soient les domaines juridiques en cause. Ils sont également compétents, en matière de conseil, sur les contentieux éventuels qui pourraient leur être confiés.

### ❖ **Lot 10. Représentation en justice devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits**

Nombre d'attributaire(s) : 3

Le Titulaire doit pouvoir traiter de toute matière, en particulier celles couvertes par l'accord cadre et notamment du droit de la concurrence, droit du commerce, droit civil, droit pénal, droit de la commande publique.

## ○ **LOTS GEOGRAPHIQUES DE REPRESENTATION EN JUSTICE DEVANT LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE**

Les Titulaires interviennent en tant que représentants en justice devant les juridictions françaises de premier et de second degré de l'ordre judiciaire, dans tous les domaines juridiques ne relevant pas des lots thématiques ou spécifiques. En tout état de cause, ils sont les seuls à pouvoir représenter l'Agent judiciaire de l'Etat, hormis le cas des lots spécifiques, devant ces mêmes juridictions. Ils peuvent intervenir si besoin dans le cadre des contentieux confiés aux avocats des lots thématiques et spécifiques.

Les domaines d'intervention sont principalement les suivants : droit civil, droit pénal, droit de la responsabilité extracontractuelle, droit social, droit des libertés publiques (et plus particulièrement le contentieux relatif à l'indemnisation des détentions provisoires abusives, aux dysfonctionnements survenus dans le cadre du service public de la justice, aux voies de fait, aux incidents survenus dans le cadre des opérations de police judiciaire, à l'indemnisation des soins sans consentement. De façon plus marginale, des dossiers traitant de questions liées au droit des sociétés ou au droit commercial pourront être confiés.

### ❖ **Lot 11. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Agen et devant la Cour d'appel d'Agen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire**

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 12. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Auch et devant la Cour d'appel d'Agen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 13. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Cahors et devant la Cour d'appel d'Agen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 14. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Aix-en-Provence et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 15. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Digne-les-Bains et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 16. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Draguignan et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 17. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Grasse et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 18. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Marseille et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 19. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nice et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 20. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Tarascon et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 21. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Toulon et devant la Cour d'appel d'Aix-en-Provence en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 22. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Amiens et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 23. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Beauvais et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 24. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Compiègne et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 25. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Laon et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 26. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Soissons et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 27. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Quentin et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 28. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Senlis et devant la Cour d'appel d'Amiens en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 29. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Angers et devant la Cour d'appel d'Angers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 30. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Laval et devant la Cour d'appel d'Angers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 31. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire du Mans et devant la Cour d'appel d'Angers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 32. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saumur et devant la Cour d'appel d'Angers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 33. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Basse-Terre et devant la Cour d'appel de Basse-Terre en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 34. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Pointe-à-Pitre et devant la Cour d'appel de Basse-Terre en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 35. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bastia et devant la Cour d'appel de Bastia en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 36. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Ajaccio et devant la Cour d'appel de Bastia en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 37. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Besançon et devant la Cour d'appel de Besançon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 38. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Belfort et devant la Cour d'appel de Besançon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 39. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Lons-le-Saulnier et devant la Cour d'appel de Besançon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 40. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Vesoul et devant la Cour d'appel de Besançon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 41. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Montbéliard et devant la Cour d'appel de Besançon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 42. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bordeaux et devant la Cour d'appel de Bordeaux en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 43. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Angoulême et devant la Cour d'appel de Bordeaux en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1



- ❖ ***Lot 44. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bergerac et devant la Cour d'appel de Bordeaux en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 45. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Périgueux et devant la Cour d'appel de Bordeaux en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 46. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Libourne et devant la Cour d'appel de Bordeaux en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 47. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bourges et devant la Cour d'appel de Bourges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 48. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Châteauroux et devant la Cour d'appel de Bourges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 49. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nevers et devant la Cour d'appel de Bourges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 50. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Caen et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 51. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Cherbourg-en-Cotentin et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 52. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Coutances et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 53. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Lisieux et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 54. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Alençon et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 55. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Argentan et devant la Cour d'appel de Caen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 56. Représentation en justice devant l'ensemble des juridictions du ressort de la Cour d'appel de Cayenne***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 57. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Chambéry et devant la Cour d'appel de Chambéry en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 58. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Albertville et devant la Cour d'appel de Chambéry en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 59. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Annecy et devant la Cour d'appel de Chambéry en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 60. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bonneville et devant la Cour d'appel de Chambéry en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 61. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Thonon-les-Bains et devant la Cour d'appel de Chambéry en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 62. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Dijon et devant la Cour d'appel de Dijon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 63. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Chalon-sur-Saône et devant la Cour d'appel de Dijon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 64. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Chaumont et devant la Cour d'appel de Dijon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 65. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Mâcon et devant la Cour d'appel de Dijon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 66. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Douai et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 67. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Arras et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 68. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Avesnes-sur-Helpe et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 69. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Béthune et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 70. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Boulogne-sur-Mer et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 71. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Cambrai et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 72. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Dunkerque et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 73. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Lille et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 74. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Valenciennes et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 75. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Omer et devant la Cour d'appel de Douai en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 76. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Fort-de-France et devant la Cour d'appel de Fort-de-France***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 77. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Grenoble et devant la Cour d'appel de Grenoble en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 78. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Valence et devant la Cour d'appel de Grenoble en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 79. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Vienne et devant la Cour d'appel de Grenoble en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 80. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bourgoin-Jallieu et devant la Cour d'appel de Grenoble en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 81. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Gap et devant la Cour d'appel de Grenoble en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 82. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Limoges et devant la Cour d'appel de Limoges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 83. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Brive-la-Gaillarde et devant la Cour d'appel de Limoges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 84. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Guéret et devant la Cour d'appel de Limoges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 85. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Tulle et devant la Cour d'appel de Limoges en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 86. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Lyon et devant la Cour d'appel de Lyon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 87. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse et devant la Cour d'appel de Lyon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 88. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Etienne et devant la Cour d'appel de Lyon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 89. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Roanne et devant la Cour d'appel de Lyon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 90. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Villefranche-sur-Saône et devant la Cour d'appel de Lyon en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 91. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Montpellier et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 92. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Béziers et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 93. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Carcassonne et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1



- ❖ ***Lot 94. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Narbonne et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 95. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Perpignan et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 96. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Rodez et devant la Cour d'appel de Montpellier en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 97. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nancy et devant la Cour d'appel de Nancy en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 98. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bar-le-Duc et devant la Cour d'appel de Nancy en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 99. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Epinal et devant la Cour d'appel de Nancy en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 100. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Verdun et devant la Cour d'appel de Nancy en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 101. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Val-de-Briey et devant la Cour d'appel de Nancy en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 102. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nîmes et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 103. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Alès et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 104. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Avignon et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 105. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Mende et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 106. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Privas et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 107. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Carpentras et devant la Cour d'appel de Nîmes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 108. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal de première instance de Nouméa et devant la cour d'appel de Nouméa***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 109. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal de première instance de Mata-Utu***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 110. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Orléans et devant la Cour d'appel d'Orléans en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 111. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Blois et devant la Cour d'appel d'Orléans en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 112. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Montargis et devant la Cour d'appel d'Orléans en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 113. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Tours et devant la Cour d'appel d'Orléans en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 114. Représentation en justice devant l'ensemble des juridictions du ressort de la Cour d'appel de Papeete***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 115. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Paris et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 12

- ❖ ***Lot 116. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Créteil et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 117. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bobigny et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 118. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Evry-Courcouronnes et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 119. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Meaux et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 120. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Melun et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 121. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Fontainebleau et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 122. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Sens et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 123. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Auxerre et devant la Cour d'appel de Paris en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 124. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Pau et devant la Cour d'appel de Pau en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 125. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Bayonne et devant la Cour d'appel de Pau en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 126. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Dax et devant la Cour d'appel de Pau en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 127. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Mont-de-Marsan et devant la Cour d'appel de Pau en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 128. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Tarbes et devant la Cour d'appel de Pau en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 129. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Poitiers et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 130. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de La Roche-sur-Yon et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 131. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de La Rochelle et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 132. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Niort et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 133. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saintes et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 134. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire des Sables-d'Olonne et devant la Cour d'appel de Poitiers en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 135. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Reims et devant la Cour d'appel de Reims en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 136. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Charleville-Mézières et devant la Cour d'appel de Reims en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 137. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Troyes et devant la Cour d'appel de Reims en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 138. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Châlons-en-Champagne et devant la Cour d'appel de Reims en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 139. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Rennes et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 140. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nantes et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 141. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Brest et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 142. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal de Lorient et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1



- ❖ ***Lot 143. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Quimper et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 144. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Brieuc et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 145. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Malo et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 146. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Vannes et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 147. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Nazaire et devant la Cour d'appel de Rennes en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 148. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Aurillac et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 149. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Clermont-Ferrand et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 150. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Cusset et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 151. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire du Puy-en-Velay et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 152. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Montluçon et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 153. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Moulins et devant la Cour d'appel de Riom en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 154. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Rouen et devant la Cour d'appel de Rouen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 155. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Dieppe et devant la Cour d'appel de Rouen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 156. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Evreux et devant la Cour d'appel de Rouen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 157. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire du Havre et devant la Cour d'appel de Rouen en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 158. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Toulouse et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 159. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire d'Albi et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 160. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Castres et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 161. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Foix et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 162. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Montauban et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 163. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Gaudens et devant la Cour d'appel de Toulouse en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 164. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Versailles et devant la Cour d'appel de Versailles en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 165. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Chartres et devant la Cour d'appel de Versailles en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 166. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Nanterre et devant la Cour d'appel de Versailles en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 3

- ❖ ***Lot 167. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Pontoise et devant la Cour d'appel de Versailles en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 168. Représentation en justice devant le Tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre et l'ensemble des juridictions de son ressort***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 169. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Denis et devant la Cour d'appel de Saint-Denis en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions ou de contentieux d'indemnisation pour détention provisoire***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 170. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saint-Pierre et devant la Cour d'appel de Saint-Denis en cas d'appel des contentieux relevant desdites juridictions***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 171. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Mamoudzou et devant la chambre d'appel de la Cour d'appel de Saint-Denis située à Mayotte***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 172. Représentation en justice devant la Cour d'appel de Colmar***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 173. Représentation en justice devant la Cour d'appel de Metz***

Nombre d'attributaire(s) : 2

- ❖ ***Lot 174. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Colmar***

Nombre d'attributaire(s) : 1

- ❖ ***Lot 175. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Metz***

Nombre d'attributaire(s) : 1

❖ **Lot 176. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Mulhouse**

Nombre d'attributaire(s) : 1

❖ **Lot 177. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Sarreguemines**

Nombre d'attributaire(s) : 2

❖ **Lot 178. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Saverne**

Nombre d'attributaire(s) : 1

❖ **Lot 179. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Strasbourg**

Nombre d'attributaire(s) : 2

❖ **Lot 180. Représentation en justice devant les juridictions du ressort du tribunal judiciaire de Thionville**

Nombre d'attributaire(s) : 1

○ **LOT SPECIFIQUE DE REPRESENTATION EN JUSTICE  
DEVANT LES JURIDICTIONS DE L'ORDRE JUDICIAIRE**

Les Titulaires interviennent dans le cadre de contentieux de l'AJE spécifiquement identifiés.

❖ **Lot 181. Charbonnages de France**

*Périmètre du lot* : Les Titulaires interviennent, dans le ressort de la Cour d'appel de Metz, en tant que représentant en justice devant les juridictions de premier et de second degré de l'ordre judiciaire, pour les contentieux de sécurité sociale relevant du mandat légal de l'AJE et liés à l'activité de l'ancien EPIC Charbonnages de France.

Les contentieux portent principalement sur la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur en cas de maladie professionnelle et sont portés, en première instance, devant la chambre sociale du tribunal judiciaire de Metz. Les Titulaires du lot seront appelés à suivre les affaires devant la Cour d'appel de Metz.

Ces contentieux « Charbonnages de France » se caractérisent par leur nombre très important. A l'hiver 2024, plus de 1000 dossiers actifs sont ouverts devant les juridictions mosellanes et répartis entre le tribunal judiciaire et la Cour d'appel. La spécificité des dossiers et la procédure orale nécessitent une présence obligatoire des Titulaires du lot pour représenter l'AJE lors des deux ou trois audiences hebdomadaires.

Nombre d'attributaire(s) : 4

❖ ***Lot 182. Indemnisation de la détention provisoire devant le premier président de la cour d'appel de Paris***

*Périmètre du lot :* Les Titulaires interviennent, devant le premier président de la cour d'appel de Paris, pour les contentieux d'indemnisation de la détention provisoire relevant du mandat légal de l'AJE.

Ces contentieux prévus aux articles 149 et suivants du code de procédure pénale et R. 26 et suivants du même code, portent sur le droit à indemnisation et les montants de l'indemnisation des requérants ayant fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure terminée à leur égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

Nombre d'attributaire(s) : 2

❖ ***Lot 183. Indemnisation de la détention provisoire devant le premier président de la cour d'appel de Versailles***

*Périmètre du lot :* Les Titulaires interviennent, devant le premier président de la cour d'appel de Versailles, pour les contentieux d'indemnisation de la détention provisoire relevant du mandat légal de l'AJE.

Ces contentieux prévus aux articles 149 et suivants du code de procédure pénale et R. 26 et suivants du même code, portent sur le droit à indemnisation et les montants de l'indemnisation des requérants ayant fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure terminée à leur égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

Nombre d'attributaire(s) : 1

❖ ***Lot 184. Indemnisation de la détention provisoire devant le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence***

*Périmètre du lot :* Les Titulaires interviennent, devant le premier président de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, pour les contentieux d'indemnisation de la détention provisoire relevant du mandat légal de l'AJE.

Ces contentieux prévus aux articles 149 et suivants du code de procédure pénale et R. 26 et suivants du même code, portent sur le droit à indemnisation et les montants de l'indemnisation des requérants ayant fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure terminée à leur égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

Nombre d'attributaire(s) : 1

❖ ***Lot 185. Indemnisation de la détention provisoire devant le premier président de la cour d'appel de Douai***

*Périmètre du lot* : Les Titulaires interviennent, devant le premier président de la cour d'appel de Douai, pour les contentieux d'indemnisation de la détention provisoire relevant du mandat légal de l'AJE.

Ces contentieux prévus aux articles 149 et suivants du code de procédure pénale et R. 26 et suivants du même code, portent sur le droit à indemnisation et les montants de l'indemnisation des requérants ayant fait l'objet d'une détention provisoire au cours d'une procédure terminée à leur égard par une décision de non-lieu, de relaxe ou d'acquiescement devenue définitive.

Nombre d'attributaire(s) : 1



## **ANNEXE II CHARTE DE L'AJE**

### **CHARTRE DE DEONTOLOGIE DES AVOCATS DE L'AJE**

### **CHARTRE REGISSANT LES RELATIONS** **ENTRE L'AGENT JUDICIAIRE DE L'ETAT ET SES AVOCATS**

**JE M'ENGAGE A :**

**Article 1 :**

Prêter mon concours chaque fois que je serai requis et m'assurer immédiatement de l'absence de conflit d'intérêts.

**Article 2 :**

Traiter les dossiers confiés et m'interdire de me faire remplacer de quelque façon que ce soit, sauf lorsque j'y ai été préalablement autorisé expressément.

**Article 3 :**

Ne jamais plaider contre l'Etat durant mon mandat d'avocat de l'agent judiciaire de l'Etat, sauf lorsque j'y ai été préalablement autorisé expressément.

**Article 4 :**

Assister personnellement aux audiences auxquelles sont inscrites les affaires qui me sont confiées et à plaider effectivement chacune de ces affaires, sauf dans les cas où le contrat en prévoit autrement et avec l'accord exprès de l'AJE.

**Article 5 :**

Soumettre à l'approbation de l'AJE l'ensemble des écritures que je serai amené à élaborer dans le cadre des affaires qui me seront confiées.

**Article 6 :**

Fournir en tant que de besoin un avis développé et argumenté sur le bien-fondé des arguments soumis à la cause ou de la décision rendue.

**Article 7 :**

Tenir l'AJE régulièrement informé du déroulement des procédures suivies en son nom, ainsi que des décisions rendues dans ce cadre en utilisant le courrier électronique. Cette information est obligatoire en tout état de cause dans les délais des voies de recours et à chaque demande formulée par l'AJE.

**Article 8 :**

Ayant pris connaissance des [valeurs de la DAJ](#), s'engager à respecter les [lignes directrices](#) qui gouvernent l'action de l'agent judiciaire de l'Etat.

**Article 9 :**

Respecter le montant des honoraires fixés selon le barème en vigueur.

**Article 10 :**

Contracter une assurance couvrant l'activité de mon cabinet et à être en règle avec les administrations sociale et fiscale pendant toute la durée de mon mandat d'avocat de l'agent judiciaire de l'Etat.

### ANNEXE III Services bénéficiaires pour la DGFIP (services déconcentrés)

DIRECTION / SERVICE DECONCENTRE(E) DE LA RIF	Acronyme
DRFiP DE PARIS et de la REGION IDF	DRFiP 75
DDFiP SEINE-ET-MARNE	DDFiP 77
DDFiP YVELINES	DDFiP 78
DDFiP ESSONNE	DDFiP 91
DDFiP HAUTS-DE-SEINE	DDFiP 92
DDFiP SEINE-SAINT-DENIS	DDFiP 93
DDFiP VAL-DE-MARNE	DDFiP 94
DDFiP VAL D'OISE	DDFiP 95
SERVICE DE LA DOCUMENTATION NATIONALE DU CADASTRE	SDNC
DIRECTION DES VERIFICATIONS NATIONALES ET INTERNATIONALES	DVNI
DIRECTION NATIONALE D'INTERVENTIONS DOMANIALES	DNID
DIRECTION NATIONALE DES VERIFICATIONS DE SITUATIONS FISCALES	DNVSF
DIRECTION NATIONALE D'ENQUETES FISCALES	DNEF
DIRECTION DES GRANDES ENTREPRISES	DGE
ECOLE NATIONALE DES FINANCES PUBLIQUES	ENFiP
SERVICE D'APPUI AUX RESSOURCES HUMAINES (SARH) DIRECTION DES IMPOTS DES NON RESIDENTS (DINR)	SARH / DINR
DIRECTION SPÉCIALISÉE DES FINANCES PUBLIQUES POUR L'ASSISTANCE PUBLIQUE - HOPITAUX PARIS	DSFiP-APHP
DISI ILE DE FRANCE	DiSI IDF
DIRCOFI ILE DE FRANCE	DIRCOFI IDF

## ANNEXE IV *Montants maximums par lots*

N° Lot	Juridiction	Montants Maximum sur 4 ans
Lot 1	Droit public général et droit public des affaires	300 000
Lot 2	Droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies	100 000
Lot 3	Droit de l'énergie, des transports et de l'environnement	90 000
Lot 4	Droit de la concurrence, droit de la consommation et droit commercial	80 000
Lot 5	Droit de la commande publique	600 000
Lot 6	Droit bancaire, financier et des assurances	100 000
Lot 7	Droit des affaires et opérations sur le capital des sociétés à participation publique	2 800 000
Lot 8	Droit du travail et droit social	250 000
Lot 9	Procédure et droit pénal	1 000 000
Lot 10	Représentation en justice devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le Tribunal des conflits	2 200 000
Lot 11	TJ Agen et CA Agen	250 000
Lot 12	TJ Auch et CA Agen	150 000
Lot 13	TJ Cahors et Agen	35 000
Lot 14	TJ Aix-en-Provence et CA Aix-en-Provence + IDP	550 000
Lot 15	TJ Digne-les-Bains et CA Aix-en-Provence	30 000
Lot 16	TJ Draguignan et CA Aix-en-Provence	60 000
Lot 17	TJ Grasse et CA Aix-en-Provence	135 000
Lot 18	TJ Marseille et CA Aix-en-Provence	300 000
Lot 19	TJ Nice et CA Aix-en-Provence	250 000
Lot 20	TJ Tarascon et CA Aix-en-Provence	30 000
Lot 21	TJ Toulon et CA Aix-en-Provence	270 000
Lot 22	TJ Amiens et CA Amiens + IDP	110 000
Lot 23	TJ Beauvais CA Amiens	100 000
Lot 24	TJ Compiègne CA Amiens	50 000
Lot 25	TJ Laon et CA Amiens	50 000
Lot 26	TJ Soissons et CA Amiens	50 000
Lot 27	TJ Saint-Quentin et CA Amiens	50 000
Lot 28	TJ Senlis CA Amiens	50 000
Lot 29	TJ Angers et CA Angers + IDP	250 000
Lot 30	TJ Laval et CA Angers	50 000
Lot 31	TJ Le Mans et CA Angers	30 000
Lot 32	TJ Saumur et CA Angers	30 000
Lot 33	TJ Basse-Terre et CA Basse-Terre + IDP	260 000
Lot 34	TJ Point-A-Pitre CA Basse-Terre	80 000
Lot 35	TJ Bastia et CA Bastia + IDP	150 000

Lot 36	TJ Ajaccio et CA Bastia	50 000
Lot 37	TJ Besançon et CA Besançon + IDP	100 000
Lot 38	TJ Belfort et CA Besançon	50 000
Lot 39	TJ Lons-Le Saulnier CA Besançon	50 000
Lot 40	TJ Vesoul et CA Besançon	50 000
Lot 41	TJ Montbéliard et CA Besançon	50 000
Lot 42	TJ Bordeaux et CA Bordeaux + IDP	450 000
Lot 43	TJ Angoulême et CA Bordeaux	100 000
Lot 44	TJ Bergerac et CA Bordeaux	50 000
Lot 45	TJ Périgueux CA Bordeaux	50 000
Lot 46	TJ Libourne et CA Bordeaux	50 000
Lot 47	TJ Bourges CA Bourges+ IDP	100 000
Lot 48	TJ Châteauroux et CA Bourges	50 000
Lot 49	TJ Nevers CA Bourges	50 000
Lot 50	TJ Caen et CA Caen + IDP	200 000
Lot 51	TJ Cherbourg CA Caen	50 000
Lot 52	TJ Coutances et CA Caen	50 000
Lot 53	TJ Lisieux et CA Caen	50 000
Lot 54	TJ Alençon et CA Caen	50 000
Lot 55	TJ Argentan et CA Caen	50 000
Lot 56	Ensemble juridictions ressort Cour d'appel Cayenne	250 000
Lot 57	TJ Chambéry et CA Chambéry + IDP	100 000
Lot 58	TJ Albertville CA Chambéry	50 000
Lot 59	TJ Annecy et CA Chambéry	50 000
Lot 60	TJ Bonneville CA Chambéry	50 000
Lot 61	TJ Thonon-les-Bains et CA Chambéry	50 000
Lot 62	TJ Dijon et CA Dijon + IDP	200 000
Lot 63	TJ Chalon-sur-Saône et CA Dijon	50 000
Lot 64	TJ Chaumont et CA Dijon	30 000
Lot 65	TJ Mâcon et CA Dijon	30 000
Lot 66	TJ Douai et CA Douai + IDP	350 000
Lot 67	TJ Arras et CA Douai	30 000
Lot 68	TJ Avesnes sur Helpe CA Douai	30 000
Lot 69	TJ Béthune et CA Douai	120 000
Lot 70	TJ Boulogne-sur-Mer et CA Douai	30 000
Lot 71	TJ Cambrai CA Douai	15 000
Lot 72	TJ Dunkerque et CA Douai	70 000
Lot 73	TJ Lille et CA Douai	250 000
Lot 74	TJ Valenciennes CA Douai	30 000
Lot 75	TJ Saint-Omer et CA Douai	30 000
Lot 76	Ensemble des juridictions du ressort de la CA de Fort de France	30 000
Lot 77	TJ Grenoble et CA Grenoble + IDP	150 000
Lot 78	TJ Valence et CA Grenoble	30 000

Lot 79	TJ Vienne et CA Grenoble	30 000
Lot 80	TJ Bourgoin-Jallieu et CA Grenoble	30 000
Lot 81	TJ Gap et CA Grenoble	30 000
Lot 82	TJ Limoges et CA Limoges + IDP	30 000
Lot 83	TJ Brive-la-Gaillarde et CA Limoges	20 000
Lot 84	TJ Guéret CA Limoges	15 000
Lot 85	TJ Tulle et CA de Limoges	15 000
Lot 86	TJ Lyon et CA Lyon + IDP	630 000
Lot 87	TJ Bourg-en-Bresse et CA Lyon	30 000
Lot 88	TJ Saint-Etienne et CA Lyon	15 000
Lot 89	TJ Roanne et CA Lyon	15 000
Lot 90	TJ Villefranche-sur-Saône et CA Lyon	15 000
Lot 91	TJ Montpellier et CA Montpellier + IDP	490 000
Lot 92	TJ Béziers et CA Montpellier	30 000
Lot 93	TJ Carcassonne et CA Montpellier	150 000
Lot 94	TJ Narbonne CA Montpellier	100 000
Lot 95	TJ Perpignan et CA Montpellier	20 000
Lot 96	TJ Rodez et CA Montpellier	20 000
Lot 97	TJ Nancy et CA Nancy + IDP	150 000
Lot 98	TJ Bar-le-Duc et CA Nancy	30 000
Lot 99	TJ Épinal et CA Nancy	30 000
Lot 100	TJ Verdun CA Nancy	30 000
Lot 101	TJ Briey et CA Nancy	30 000
Lot 102	TJ Nîmes et CA Nîmes + IDP	180 000
Lot 103	TJ Alès et CA Nîmes	30 000
Lot 104	TJ Avignon et CA Nîmes	30 000
Lot 105	TJ Mende et CA Nîmes	30 000
Lot 106	TJ Privas et CA Nîmes	30 000
Lot 107	TJ Carpentras et CA Nîmes	30 000
Lot 108	TPI Nouméa et CA Nouméa	150 000
Lot 109	TJ Mata-Utu CA Nouméa	30 000
Lot 110	TJ Orléans et CA Orléans + IDP	300 000
Lot 111	TJ Blois et CA Orléans	30 000
Lot 112	TJ Montargis et CA Orléans	30 000
Lot 113	TJ Tours et CA Orléans	30 000
Lot 114	Cour d'appel de Papeete	50 000
Lot 115	TJ Paris et CA Paris + IDP	3 000 000
Lot 116	TJ Créteil et CA Paris	100 000
Lot 117	TJ Bobigny et CA Paris	100 000
Lot 118	TJ Evry CA Paris	80 000
Lot 119	TJ Meaux et CA Paris	90 000
Lot 120	TJ Melun et CA Paris	30 000
Lot 121	TJ Fontainebleau et CA Paris	20 000

Lot 122	TJ Sens CA Paris	20 000
Lot 123	TJ Auxerre CA Paris	20 000
Lot 124	TJ Pau et CA Pau + IDP	100 000
Lot 125	TJ Bayonne et CA Pau	20 000
Lot 126	TJ Dax CA Pau	20 000
Lot 127	TJ Mont-de-Marsan et CA Pau	20 000
Lot 128	TJ Tarbes et CA Pau	30 000
Lot 129	TJ Poitiers et CA Poitiers + IDP	150 000
Lot 130	TJ La Roche-sur-Yon et CA Poitiers	20 000
Lot 131	TJ La Rochelle et CA Poitiers	30 000
Lot 132	TJ Niort et CA Poitiers	20 000
Lot 133	TJ Saintes CA Poitiers	20 000
Lot 134	TJ Les Sables-d'Olonne et CA Poitiers	20 000
Lot 135	TJ Reims et CA Reims + IDP	150 000
Lot 136	TJ Charleville-Mézières et CA Reims	20 000
Lot 137	TJ Troyes et CA Reims	30000
Lot 138	TJ Châlons-en-Champagne et CA Reims	20 000
Lot 139	TJ Rennes et CA Rennes + IDP	220 000
Lot 140	TJ Nantes et CA Rennes	70 000
Lot 141	TJ Brest et CA Rennes	140 000
Lot 142	TJ Lorient et CA Rennes	50 000
Lot 143	TJ Quimper et CA Rennes	20 000
Lot 144	TJ Saint-Brieuc et CA Rennes	20 000
Lot 145	TJ Saint-Malo CA Rennes	20 000
Lot 146	TJ Vannes et CA Rennes	20 000
Lot 147	TJ Saint-Nazaire et CA Rennes	20 000
Lot 148	TJ Aurillac CA Riom	20 000
Lot 149	TJ Clermont-Ferrand et CA Riom + IDP	30 000
Lot 150	TJ CUSSET CA Riom	20 000
Lot 151	TJ Le Puy en Velay CA Riom	20 000
Lot 152	TJ Montluçon CA Riom	15 000
Lot 153	TJ Moulin CA Riom	15 000
Lot 154	TJ Rouen et CA Rouen + IDP	100 000
Lot 155	TJ Dieppe et CA Rouen	20 000
Lot 156	TJ Évreux et CA Rouen	30 000
Lot 157	TJ Le Havre et CA Rouen	30 000
Lot 158	TJ Toulouse et CA Toulouse + IDP	210 000
Lot 159	TJ Albi et CA Toulouse	20 000
Lot 160	TJ Castres CA Toulouse	20 000
Lot 161	TJ Foix et CA Toulouse	20 000
Lot 162	TJ Montauban et CA Toulouse	20 000
Lot 163	TJ Saint Gaudens et CA Toulouse	20 000
Lot 164	TJ Versailles et CA Versailles + IDP	450 000

Lot 165	TJ Chartres CA Versailles	20 000
Lot 166	TJ Nanterre et CA Versailles	80 000
Lot 167	TJ Pontoise et CA Versailles	90 000
Lot 168	TJ Saint Pierre et Miquelon	30 000
Lot 169	TJ Saint-Denis et CA Saint-Denis de la Réunion + IDP	50 000
Lot 170	TJ Saint Pierre CA Saint Denis de la Réunion	30 000
Lot 171	TJ Mamoudzou CA Saint Denis de la Réunion	30 000
Lot 172	CA Colmar	60 000
Lot 173	CA Metz	90 000
Lot 174	TJ Colmar	20 000
Lot 175	TJ Metz	15 000
Lot 176	TJ Mulhouse	20 000
Lot 177	TJ Sarreguemines	20 000
Lot 178	TJ Saverne	20000
Lot 179	TJ Strasbourg	30 000
Lot 180	TJ Thionville	15 000
Lot 181	Charbonnages de France	2 500 000
Lot 182	Indemnisation de la détention provisoire CA de Paris	250 000
Lot 183	Indemnisation de la détention provisoire CA de Versailles	250 000
Lot 184	Indemnisation de la détention provisoire CA d'Aix-en-Provence	250 000
Lot 185	Indemnisation de la détention provisoire CA de Douai	250 000